

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET
DES SOLIDARITES NATIONALES**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE

A FIN MARS 2019

Juin 2019

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, des Finances et des Solidarités Nationales

M. Roger OWONO MBA

Ministre délégué

M. Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :

Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette première note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2019.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN MARS 2019	8
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS	8
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT	9
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN MARS 2019.....	11
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES.....	11
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Mars 2019.....	11
II.2 LES HYDROCARBURES.....	12
II.2.1 Le pétrole.....	12
II.2.2 Le gaz naturel commercialisé	12
II.3 LE MANGANESE	13
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	13
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE	13
II.5.1 Le caoutchouc naturel.....	13
II.5.2 L'huile de palme brute.....	14
II.5.3 L'élevage bovin	14
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES.....	15
II.6.1 La minoterie et l'aviculture	15
II.6.2 Le sucre	15
II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées	16
II.6.4 L'eau minérale	16
II.6.5 Les huiles et corps gras	17
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS.....	17
II.7.1 Les unités de sciage	17
II.7.2 Les unités de déroulage.....	18
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	19
II.8.1 La chimie	19
II.8.2 Les matériaux de construction.....	19
II.8.3.La seconde transformation des métaux.....	20
II.8.4 L'industrie minière	20
II.8.5 La fabrication de batteries.....	21
II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	21
II.9.1 L'électricité.....	21
II.9.2 L'eau.....	22
II.10 LE RAFFINAGE	22

II.11 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	23
II.11.1 Le transport aérien	23
II.11.2 Le transport ferroviaire	24
II.12 LES TELECOMMUNICATIONS	24
II.13 LE COMMERCE	25
II.13.1 Le commerce général structuré	25
II.13.2 Le commerce des véhicules neufs	25
II.13.3 Le commerce des produits pétroliers	26
II.13.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	26
II.14 LES AUTRES SERVICES	26
II.14.1 Les services rendus aux entreprises.....	26
II.14.2 Les services rendus aux particuliers.....	27
II.14.3 Les services immobiliers	27
II.14.4 Les services de réparation mécanique	27
II.15. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	27
II.16. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	28
II.16.1 L'analyse bilancielle	28
II.16.2 Les opérations avec la clientèle	28
II.16.2.1 Les ressources collectées	28
II.16.2.2 Les crédits distribués.....	29
II.17 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	30
II.17.1 Les ressources.....	30
II.17.2 Les emplois	30
II.18 LE SECTEUR DES ASSURANCES	31
II.18.1 La Branche Non Vie.....	31
II.18.2 La Branche Vie et Capitalisation.....	31
II.18.3 Les Commissions versées aux courtiers.....	31
II.18.4 Les sinistres réglés.....	31
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2019	32
III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION	32
III.2. L'EMPLOI PUBLIC	33
III.3. LES SALAIRES	34
III.3.1 La solde permanente par administration	35
III.3.2 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente	35
III.4. LE BUDGET DE L'ETAT	35
III.4.1 Les soldes budgétaires	35
III.4.2 Les recettes budgétaires	36

III.4.2.1 Les recettes pétrolières	36
III.4.2.2 Les recettes hors pétrole	37
III.4.3 Les dépenses budgétaires	37
III.4.3.1 Les dépenses de fonctionnement	38
III.4.3.2 Les dépenses d'investissement.....	38
III.4.3.3 Les autres dépenses.....	38
III.4.3.4 La charge de la dette.....	39
III.5. LA DETTE PUBLIQUE	39
III.5.1 Le règlement de la dette	39
III.5.2 L'évolution des tirages sur financements	40
III.5.3 Le stock de la dette publique.....	41
III.6 SITUATION MONETAIRE	42
III.6.1– Les principaux agrégats monétaires	42
III.6.1.1- La masse monétaire (M2).....	42
III.6.1.2- Les ressources extra-monétaires	42
III.6.2-Les contreparties de la masse monétaire	42
III.6.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)	42
III.6.2.2- Le crédit intérieur	43
III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE.....	43
III.7.1- La politiques des taux d'intérêts.....	43
CONCLUSION	45
ANNEXES	46
Annexe n°1 : Evolution de la situation monétaire	46
Annexe n°2 : Tableau des principales hypothèses 2017-2019	47
Annexe n°3 : Produit Intérieur Brut ressources (en valeur) 2017-2022	48
Annexe n°4 : Produit Intérieur Brut ressources (en volume) 2017-2022.....	49
Annexe n°5 : Produit Intérieur Brut emplois (en valeur) 2017-2022.....	50
Annexe n°6 : Produit Intérieur Brut emplois (en volume) 2017-2022	51
Annexe n° : 7 Produit Intérieur Brut ressources croissance réelle 2017-2022	52
Annexe n°8 : Produit Intérieur Brut emplois croissance réelle 2017-2022.....	53

RESUME EXECUTIF

Au cours du premier trimestre de l'année 2019, contrairement aux prévisions initiales, le rythme d'expansion de l'économie mondiale a ralenti. Cette décélération de l'activité résulte des tensions commerciales au niveau mondial, du durcissement de la politique du crédit en Chine, du resserrement des conditions financières sur les marchés financiers et les incertitudes liées au Brexit.

Dans ce contexte, les perspectives de l'économie mondiale ont projeté pour l'année 2019 une croissance revue à 3,3% au lieu de 3,5% initialement, contre 3,6% en 2018. En zone Cemap, la croissance économique est projetée à 3,2 % en 2019, contre 1,7 % en 2018, sous l'effet d'une progression sensible des activités du secteur pétrolier, conjuguée avec un doublement de la contribution du secteur non pétrolier.

Sur le plan interne, l'activité économique nationale a poursuivi son expansion, au regard des tendances observées au niveau des trois secteurs. En effet, comparativement aux résultats de la même période en 2018, on enregistre une nouvelle embellie au niveau du secteur primaire grâce aux bons résultats de la production de pétrole brut, de l'exploitation de manganèse et forestière, et de l'huile de palme.

En effet, le secteur pétrolier a enregistré sa première inversion de tendance à la hausse depuis plusieurs années, avec une production nationale de brut qui s'est établie à 2,642 millions de tonnes contre 2,371 millions de tonnes au premier trimestre 2018 (+11,4%). Les exportations en volume se sont accrues de 23,4% sur la période.

Le secteur secondaire a été marqué par une nouvelle bonne tenue des industries agro-alimentaires, des industries du bois, de l'électricité et l'eau, de la production de ciment et des huiles et corps gras, à l'exception de la transformation de manganèse qui recule de 14,8% et du raffinage.

Les performances du secteur tertiaire sont mitigées, avec une évolution positive des volumes transportés par voie ferrée, la bonne tenue des branches télécommunications, banques et assurances d'une part, et les contreperformances enregistrées par les autres services et le commerce général structuré d'autre part.

L'analyse des agrégats macroéconomiques fait ressortir une nouvelle hausse des prix mesurés par l'indice des prix à la consommation. En effet, l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages affiche un taux de 4,7% en moyenne annuelle contre 2,7% sur la même période en 2018. En glissement annuel, les prix ont progressé de 3,0% contre 3,4 en mars 2018.

Au terme du premier trimestre 2019, le nombre des salariés dans le secteur public a à nouveau baissé de 4,5% pour s'établir à 97 110 agents comparativement à la même période en 2018. Cette diminution provient essentiellement du recul du nombre d'agents de la fonction publique (-5,6%).

Cette évolution s'est traduite par une diminution de la solde permanente du secteur public sur la même période, soit -3,3% pour atteindre 159,8 milliards FCFA par rapport à 2018. Cette évolution globale des dépenses des personnels de l'Etat provient essentiellement de la solde permanente, en lien avec le maintien des mesures gouvernementales visant la maîtrise de la masse salariale.

Enfin, la situation monétaire large à fin mars 2019 est caractérisée par une hausse de la masse monétaire (+14,8%), des avoirs extérieurs nets (+47,1%) et du crédit intérieur net (+9,8%).

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN MARS 2019

Contrairement aux prévisions et malgré la remontée des cours du pétrole, **l'économie mondiale** a ralenti au premier trimestre 2019. Cette décélération de l'activité découlerait des tensions commerciales opposant les États-Unis à la Chine, aux perturbations du secteur automobile en Allemagne, au durcissement de la politique du crédit en Chine et au resserrement des conditions financières sur les marchés financiers.

En outre, les incertitudes liées à une éventuelle sortie de l'Angleterre de l'Union Européenne (UE) entraîneraient un relèvement des barrières douanières avec la réinstauration de certaines taxes fiscales.

Dans ce contexte, la croissance de l'économie mondiale pour l'ensemble de l'année 2019 est estimée à 3,3%.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS

La croissance économique globale des **pays avancés** a décéléré au premier trimestre 2019, en raison de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, la baisse de confiance des investisseurs, le recul de l'investissement en Italie, la perspective d'une sortie de l'Angleterre de l'Union Européenne et les manifestations sociales en France. Le Produit Intérieur Brut (PIB) de ce bloc des pays serait de 1,8% en 2019.

Au cours des trois premiers mois de l'année 2019, **l'économie américaine** a affiché des résultats mitigés et progresserait à 2,3% sur l'ensemble de l'année. Ce, malgré le stimulus budgétaire de l'administration et la hausse de l'investissement public. Dans le même temps, l'observé conjoncturel révélerait des replis du marché de l'immobilier, de la production manufacturière et une augmentation des demandeurs d'emplois.

La croissance de **l'économie japonaise** progressait légèrement en 2019 pour atteindre 1,0%, en raison de l'augmentation de la consommation des ménages de 0,7%, en dépit d'un fort séisme et de graves inondations survenus en septembre 2018. La stagnation de l'économie chinoise et les conséquences des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine affecterait aussi la croissance de l'économie nipponne. Par ailleurs, le gouvernement japonais fait face à d'autres types de problèmes qui freinent l'expansion économique du pays. Il s'agit notamment de la diminution de la population active qui nuit à la productivité.

Dans la **zone euro**, le PIB baisserait à 1,5 % en 2019, en liaison aux effets du Brexit, à la crise du secteur automobile en Allemagne et à la dégradation du climat des affaires en France. Le taux de croissance de **l'économie allemande** se situerait à 0,8%. **En France**, elle se situerait à 0,4%, suite aux mouvements des revendications sociales et à l'augmentation de la facture énergétique.

La progression économique de **l'Italie** serait quasi nulle et s'établirait à 0,1% sur l'ensemble de l'année, en liaison avec le ralentissement de l'activité dans toute l'Europe et les principales mesures adoptées par le gouvernement cette année, notamment la baisse de l'âge de départ à la retraite pour certaines catégories qui creuserait le déficit des comptes publics

A l'entame de l'année 2019, **L'économie espagnole**, quant à elle, conserverait un rythme de croissance robuste, grâce à une demande intérieure plus forte que prévu permettant de compenser le ralentissement des exportations. Son PIB progresserait de 0,6%, après une hausse de 0,7% au cours des trois derniers mois de 2018.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT

Dans les **pays émergents d'Europe**, l'activité ralentirait au regard de l'atonie de la croissance dans l'UE et de l'importante réforme économique à laquelle la Turquie est confrontée. En revanche, l'activité économique des **pays émergents d'Amérique latine** se stabiliserait en 2019 à 1,4% grâce aux performances économiques du Brésil, tandis que l'Argentine connaîtrait une profonde récession.

En 2019, les économies des pays émergents tireraient profit de la stabilisation des prix du pétrole et de la baisse possible de la valeur du dollar américain. En effet, l'ensemble du bloc enregistrerait une croissance de 4,4%.

La croissance économique **russe** se contracterait mais resterait proche de son potentiel (1,5%). En effet, la consommation des ménages serait impactée par la hausse de deux points de la TVA qui pèserait sur l'évolution des salaires réels. L'augmentation des prix (5,2%) resterait toutefois inférieure aux anticipations de la banque centrale qui maintiendrait son taux directeur à 7,75%.

La croissance de l'économie **chinoise** se stabiliserait à 6,4% au premier trimestre, en dépit d'une demande mondiale en baisse et de la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Le PIB de la Chine atteindrait 21.343,3 milliards de yuans soit environ 3.180 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 2019, un rythme de croissance quasiment similaire à celui du dernier de l'année 2018 mais en baisse par rapport aux trois précédents (6,8% au premier, 6,7% eu deuxième et 6,5% au troisième). Le moteur principal de l'activité économique en Chine demeurerait la consommation domestique. Par secteur, les entreprises du tertiaire sont celles qui enregistreraient la plus forte croissance de la valeur ajoutée avec une hausse de 7%.

La croissance économique de l'**Inde** atteindrait 7,3% et serait tirée essentiellement par la consommation des ménages et l'investissement privé, suite à l'amélioration de la situation financière des entreprises.

Le produit intérieur brut du Brésil devrait connaître une accélération en 2019 par rapport à 2018, mais en léger ralentissement par rapport aux prévisions initiales. La croissance s'élèverait à 2,1%, du fait de l'enthousiasme des marchés et des milieux d'affaires suscitée par l'élection d'un nouveau président, malgré la dépréciation de la monnaie du pays, les pressions inflationnistes et le ralentissement du commerce mondial.

La croissance de la région **Moyen Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan** progresserait à 1,5% en 2019, malgré le ralentissement du commerce international et du durcissement des conditions de financières. Cette croissance serait favorisée par des facteurs intérieurs tels que les réformes des politiques publiques. Les pays exportateurs de pétrole connaîtraient une légère amélioration de leur performance économique.

Par pays, l'Iran, enregistrerait un ralentissement de sa croissance à 3,6% en 2019 en raison des sanctions commerciales. La progression du PIB de l'Algérie décélérerait à 2,3 % en raison de la diminution progressive des dépenses publiques que le pays avait considérablement augmentées l'année précédente.

L'Égypte devrait voir sa croissance s'accélérer pour atteindre 5,6 % au cours de l'année, suite à l'augmentation de la consommation des ménages et aux réformes tendant à renforcer le climat des affaires et à stimuler l'investissement. Au Maroc et en Tunisie, les taux de croissance se situeraient à 2,9 % en 2019, grâce aux réformes entreprises et à l'amélioration de l'activité touristique.

La croissance des pays d'**Afrique subsaharienne** s'améliorerait en 2019, en liaison avec la remontée des cours du pétrole sur le marché international et des réformes économiques menées dans de nombreux pays de cette région. La croissance économique de la zone rebondirait à 3,5 % après avoir frôlé la barre des 3% pendant quatre années successives.

Au Nigéria, l'économie sortirait de la récession mais demeurerait faible compte tenu de l'inflation élevée. Pour cette année, en lien avec la légère reprise du secteur pétrolier et la poursuite de l'assouplissement de la politique monétaire, le pays enregistrerait une expansion économique de 2,1%.

L'économie **sud-africaine** évoluerait de 1,2% en 2019 contre 0,8% en 2018. Les incertitudes politiques seraient le principal obstacle à une croissance vigoureuse. Après avoir enregistré des taux de croissance de l'ordre de 5% entre 2004 et 2007, l'économie sud-africaine est en berne depuis quelques années, en raison notamment de la chute des cours des matières premières et de la multiplication des mouvements sociaux dans les secteurs des mines et de l'industrie.

Dans d'autres pays, tels que le Libéria et la Zambie, la croissance serait modérée en raison d'une inflation et un niveau de dette élevés. Le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda et plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, dont le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, la croissance économique resterait solide et se poursuivrait cette année.

En ce qui concerne les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), les activités économiques seraient plus dynamiques en 2019, en rapport avec la vigueur du secteur non pétrolier et dans une moindre mesure du secteur pétrolier, malgré l'existence de vulnérabilités affectant la sous-région tant sur le plan sécuritaire que macroéconomique.

La croissance économique de la CEMAC se hisserait à 3,2 % en 2019, contre 1,7 % en 2018, sous l'effet d'une progression sensible des activités du secteur pétrolier, conjuguée avec un doublement de la contribution du secteur non pétrolier. En conséquence, la croissance du secteur pétrolier devrait gagner en vigueur et s'établir à 3,4 % en 2019, contre 2,3 % en 2018. Le secteur non pétrolier quant à lui devrait progresser de 3,2% en 2019 contre 1,6 % en 2018.

En termes de contributions, le secteur non pétrolier serait le principal moteur de la croissance dans la CEMAC en 2019 avec une participation estimée à +2,5 points (contre +1,2 point un an plus tôt), tandis que celle du secteur pétrolier continuerait de progresser à +0,7 point, contre +0,5 point en 2018, grâce notamment à l'accroissement de la production attendue au Congo et au Tchad.

Tous les pays de la CEMAC enregistreraient une croissance économique positive. La prévision de sortie de la récession en Guinée Equatoriale est l'évolution la plus marquée. En effet, la croissance, estimée à -4,1 % en 2018, devrait s'élever à 0,8 % en 2019, portée par un regain des industries extractives, de la construction et des services financiers et immobiliers. En outre, la croissance au Tchad devrait sensiblement s'accroître, passant de 2,4 % à près de 6 %, en lien avec une nette progression dans le secteur pétrolier.

Du côté de la demande, la croissance économique en 2019 serait principalement tirée par la demande intérieure, avec une contribution de 3,3 points, poussée à la fois par le rebond de la consommation publique (+0,7 point) et privée (+0,7 point), et par un apport sensible des investissements bruts (+1,8 point). La dynamique des investissements privés devrait découler de la composante pétrolière (+0,8 point, contre +0,1 point en 2018).

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN MARS 2019

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Mars 2019

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↗
Mines	
<i>Manganèse</i>	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↘
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↘
<i>Unités de déroulage</i>	↗
Autres industries	
<i>Chimie</i>	↗
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
<i>Fabrication de batteries automobiles</i>	↗
<i>Industrie minière</i>	↘
Raffinage	↘
Electricité	↗
Eau	↗
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
Télécommunications	↗
Commerce	↘
Services	↘
Hôtellerie et restauration	↘

II.2 LES HYDROCARBURES

II.2.1 Le pétrole

A fin mars 2019, la production de pétrole a enregistré une hausse de 11,4% pour s'établir à 2,6 millions de tonnes au cours du premier trimestre 2019. Cette performance s'explique par l'entrée en production plus tôt que prévu, du champ Simba opéré par la société Perenco et l'absence des dysfonctionnements opérationnels au cours de la période sous-revue.

Parallèlement, les exportations ont progressé de 23,4%, à 21,5 millions de barils. L'Asie, avec près de 93% de parts, demeure la principale destination du brut gabonais, le reste, soit environ 7%, est orienté vers l'Europe.

Dans un contexte de baisse de cours dû au ralentissement généralisé de la demande d'énergie, de forte augmentation du nombre de puits actifs aux États-Unis et de tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, le prix moyen du Brent s'est situé à 63,2 dollars le baril, en recul de 5,3% par rapport à 2018. De même, le prix moyen des bruts gabonais s'est déprécié de 5,0% à 62,25 dollars le baril.

En revanche, le taux moyen de change du franc CFA par rapport au dollar s'est amélioré de 8,2% en 2019 pour s'établir à 577,618 FCFA pour 1dollar.

Evolution de l'activité pétrolière

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en millions de tonnes)	2,276	2,401	2,599	2,642	2,371	2,642	11,4%
Exportations (en millions de tonnes)	2,135	2,068	2,113	2,950	2,390	2,950	23,4%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	74,35	74,27	67,76	63,20	66,76	63,20	-5,3%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	72,45	73,28	66,44	62,25	65,51	62,25	-5,0%
Taux de change (\$US/FCFA)	550,49	564,01	574,84	577,62	533,60	577,62	8,2%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.2.2 Le gaz naturel commercialisé

L'activité de production de gaz naturel commercialisé a régressé de 23,5% pour se situer à 112,789 millions de m³ à fin mars 2019. Cette baisse est liée aux contreperformances du leader Perenco. En revanche, le prix de vente moyen s'est amélioré 8,2% à 0,1155 dollar le m³.

Evolution de l'activité gazière

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production commercialisée (milliers de m ³)	135 706	404 196	111 848	112 789	147 348	112 789	-23,5%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0,1060	0,1077	0,1180	0,1155	0,1067	0,1155	8,2%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.3 LE MANGANESE

La production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, s'est maintenue à un niveau élevé à 445 millions de tonnes (Mt) au 1^{er} trimestre 2019, en hausse de 3,3%. Cette croissance a été encouragée principalement par la demande en Chine (+8,4%) et en Amérique du Nord (+5,8%). Ainsi, la demande de minerai de manganèse est restée soutenue et l'ensemble des producteurs mondiaux a continué à fonctionner à pleine capacité.

Dans ce contexte favorable, la production nationale de manganèse a progressé de 15,5% à près de 1,2 million de tonnes (Mt), en ligne avec l'objectif d'un nouveau record de production du principal opérateur (Comilog à Moanda) et les bonnes performances attendue des autres gisements, notamment celui de Franceville. De même, les volumes exportés et les livraisons externes de minerai ont progressé respectivement de 14,2% et 10,2% à 1,18 Mt. En rappel, l'activité du premier trimestre 2018 avait été pénalisée par le déraillement d'un train minéralier en février.

En conséquence, le chiffre d'affaires s'est accru de 4,3% passant à 157,5 milliards de francs CFA à fin mars 2019, et ce, en dépit du repli de 11% du prix moyen du minerai de manganèse CIF Chine à 6,59 USD/dmtu en moyenne sur le trimestre contre 7,40 USD/dmtu au 1er trimestre 2018.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	1 427 816	1 470 095	1 326 132	1 195 186	1 034 642	1 195 186	15,5%
Exportations	1 326 109	1 189 125	1 654 688	1 176 389	1 029 812	1 176 389	14,2%
Ventes	1 356 364	1 195 142	1 685 326	1 177 641	1 068 956	1 177 641	10,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	211 678	193 397	233 177	157 521	151 020	157 521	4,3%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

Au cours des trois premiers mois de 2019, l'activité de l'exploitation forestière s'est caractérisée par une consolidation des performances enregistrées ces dernières années suite à la fermeté de la demande des industries installées dans la zone de Nkok. Ainsi, la production de grumes a progressé de 6,3% pour se situer à 466 941 m³, pendant que les ventes des grumes aux industries augmentaient de 32,5%.

Evolution de l'activité forestière

(en m ³)	2T18	3T18	4T18	1T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production	539 522	485 977	380 736	466 941	439 196	466 941	6,3%
Ventes aux industries locales	141 134	137 547	114 268	186 920	141 094	186 920	32,5%

Sources : Somivab, Hua Jia, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Thni Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Seef, Geb, Tali Bois, FG Gsez, Gabon Meubles Modernes GSEZ.

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

La filière de l'hévéaculture été marquée au cours du premier trimestre par l'entrée en production des plantations d'Olam Rubber (Bitam). Cependant, l'activité est restée morose au plan national, en raison du vieillissement des plantations de Siat et de l'enclavement de la plantation de Kango. Ainsi,

la production du caoutchouc naturel en fonds de tasse a chuté de 30,3% pour se situer à 3 141,5 tonnes. De même, la transformation de caoutchouc humide a connu une forte baisse (-36%).

Sur le plan commercial, la bonne tenue des exportations de caoutchouc (+37,5%) a induit une hausse du chiffre d'affaires de 28,8% à 2,3 milliard de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Productions							
Caoutchouc humide (en tonnes)	7 144,4	6 922,1	5 344,6	3 141,5	4 509,9	3 141,5	-30,3%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	3 385,7	4 110,8	2 894,7	1 801,7	2 816,3	1 801,7	-36,0%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	2 768,5	4 268,6	3 122,0	3 145,7	2 288,4	3 145,7	37,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 178,5	3 223,4	2 305,0	2 296,8	1 783,9	2 296,8	28,8%
Effectifs	196	184	180	172	196	172	-12,2%
Masse salariale	378,7	424,8	289,4	297,7	375,9	297,7	-20,8%

Source : Siat Gabon

II.5.2 L'huile de palme brute

Au premier trimestre 2019, la branche de l'huile de palme brute a conforté ses performances enregistrées l'année précédente. Ainsi, la récolte des régimes de palme dans les plantations de Mouila et Awala a enregistré une progression de 62,6% de la production qui s'est établie à 58 176 tonnes.

La trituration des noix a généré une production de 13 713 tonnes d'huile brute, en forte hausse sur la période sous-revue (+56%). A l'inverse, la production de l'huile palmiste a connu une baisse de 40,5% à 838 tonnes.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Productions (en tonnes)							
Régime de palme	37 736	39 052	48 557	58 176	35 789	58 176	62,6%
Huile rouge	8 527	8 754	11 043	13 713	8 793	13 713	56,0%
Huile palmiste	551	1 630	714	838	1 409	838	-40,5%

Source : OLAM

II.5.3 L'élevage bovin

Au premier trimestre 2019, le ranch de Siat Nyanga a connu une hausse de 13,8% de son cheptel soit 6 761 têtes bovines contre 5 941 têtes en 2018. Cette augmentation résulte de la minimisation du nombre de décès et à l'introduction des jeunes bêtes dans le troupeau. Sur le plan commercial, la société a mis sur le marché un volume de 10 304 kg de viande générant un chiffre d'affaires de 104 millions de CFA contre 11 millions en 2018 sur la même période, en raison de la diversification de la clientèle.

Les effectifs ont régressé de 11,8% à 15 agents permanents correspondant à une masse salariale de 22 millions de francs CFA.

Evolution de l'élevage bovin

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Effectif du cheptel	6 141	6 114	6 387	6 761	5 941	6 761	13,8%
Vente de viande (en kg)	3 071	8 129	9 014	10 304	3 218	10 304	220,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	17	46	47	104	11	104	849,8%
Effectif	16	15	15	15	17	15	-11,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	21	21	19	22	31	22	-28,0%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 La minoterie et l'aviculture

Au cours du premier trimestre 2019, la branche meunière et avicole a vu ses performances décroître. Ainsi, la production de farine a baissé de 11,9% pour se situer à 15 031 tonnes. De même, les productions des œufs, des issues et des aliments pour bétails ont reculé respectivement de 2,1%, 14,9% et 7,9%, en liaison avec la baisse des commandes des fermiers indépendants.

Sur le plan commercial, les ventes ont généré un chiffre d'affaires de 7,2 milliards de FCFA, en repli de 6% par rapport à fin mars 2018.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
						2018	2019	Var 19/18
Productions								
Farine (en tonnes)	17 057	16 995	16 516	15 877	15 031	17 057	15 031	-11,9%
Issues (en tonnes)	4 643	4 710	4 454	4 135	3 952	4 643	3 952	-14,9%
Aliments pour bétail (en tonnes)	6 628	6 659	6 547	6 659	6 104	6 628	6 104	-7,9%
Œufs (en milliers d'unités)	10 774	10 874	11 842	11 062	10 553	10 774	10 553	-2,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 841	7 654	7 718	7 546	7 246	7 841	7 246	-7,6%
Effectifs	151	151	151	146	142	151	142	-6,0%
Masse salariale	582	568	555	582	654	582	654	12,4%

Source : Smag

II.6.2 Le sucre

La raffinerie de sucre s'est caractérisée par une amélioration de son activité au cours des trois premiers mois de 2019, avec une hausse de 30,8% du sucre transformé, soit un volume de 5 026 tonnes. Parallèlement, les quantités de sucre vendues sur le marché domestique ont progressé de 7,1% pour un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Total du sucre transformé (en tonnes)	7 162	5 314	4 226	5 026	3 843	5 026	30,8%
Sucre (en morceaux)	3 651	3 742	2 098	2 410	1 583	2 410	52,2%
Autres (doses, granulés & sachets 1 kg)	3 511	1 572	2 128	2 616	2 260	2 616	15,8%
Ventes (en tonnes)	8 771	8 255	7 664	7 965	7 438	7 965	7,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	5 398	5 114	4 728	5 376	4 565	5 376	17,8%
Effectifs	276	281	273	288	249	288	15,7%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 456	1 520	1 173	1 371	1 261	1 371	8,7%

Source : Sucaf

II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

A fin mars 2019, l'activité de la fabrication des boissons gazeuses et alcoolisées s'est consolidée au cours du premier trimestre 2019. Ainsi, la production totale des boissons a progressé de 3,2% à fin mars 2019, soit 686 970 hectolitres. Cette embellie a été essentiellement portée par la bonne tenue des boissons gazeuses. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 1,7% à 39 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Productions (hl)	652 960	705 526	712 145	686 970	665 611	686 970	3,2%
Bières	384 339	447 526	434 830	394 608	410 561	394 608	-3,9%
Boissons gazeuses	253 439	227 687	259 317	270 992	232 757	270 992	16,4%
Vins	6 942	14 348	9 792	11 097	11 685	11 097	-5,0%
Divers	8 239	15 966	8 207	10 274	10 607	10 274	-3,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	39 346	42 106	42 638	39 072	38 412	39 072	1,7%
Effectifs	1 023	1 045	1 043	1 032	1 027	1 032	0,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	3 559	3 501	4 228	3 018	3 543	3 018	-14,8%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.6.4 L'eau minérale

La branche de la production de l'eau minérale s'est caractérisée par un tassement de son activité industrielle durant les trois premiers mois de 2019. Ainsi, la production a reculé de 2,7% par rapport à 2018 pour s'établir à 279 357 hectolitres. A l'inverse, la bonne tenue des ventes a induit une amélioration du chiffre d'affaires de 2,6% à 4,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production d'eau (en hectolitres)	282 012	211 866	289 222	279 357	287 214	279 357	-2,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	3 515	3 807	3 889	4 201	4 095	4 201	2,6%
Effectifs	83	85	83	88	83	88	6,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	265	243	302	216	235	216	-7,9%

Sources : Soboleco, Sobraga

II.6.5 Les huiles et corps gras

Au terme du premier trimestre 2019, la branche des huiles et corps gras s'est caractérisée par un renforcement de son activité à la faveur de l'approvisionnement régulier de la raffinerie en huile brute. Ainsi, la production d'oléine a progressé de 72%, pour se situer à 3 724 tonnes. Parallèlement, les savons et la stéarine ont vu leurs productions augmenter respectivement de 34% et 6%.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Productions (en tonnes)							
Huile raffinée	2 703	3 336	3 866	3 724	2 160	3 724	72,4%
Savons	1 106	1 733	1 781	1 438	1 076	1 438	33,6%
Stéarine	1 456	1 404	1 784	1 071	1 009	1 071	6,1%

Sources : Olam Palm Gabon

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

Au terme des trois premiers mois de l'année 2019, l'activité des industries du bois a enregistré de bons résultats. Ainsi, la production de bois ouvrés a progressé de 6,3%, en raison du dynamisme des unités installées dans la zone à régime privilégié de NKOK et d'un approvisionnement régulier en grumes. Dans le même temps, les exportations ont augmenté de 18,0%, en lien avec la forte demande émanant du marché asiatique. Les ventes locales se sont établies à 34 437 m³, en hausse de 5,6%.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	231 770	218 411	219 381	219 749	206 709	219 749	6,3%
Ventes locales	31 057	17 633	19 913	34 437	32 604	34 437	5,6%
Exportations	179 254	168 317	181 006	183 740	155 692	183 740	18,0%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1 Les unités de sciage

Les unités de sciage ont enregistré un fléchissement de leur activité au cours du premier trimestre 2019. Ainsi, la production des bois débités s'est contractée de 3,9% à 126 037 m³. Ce recul s'explique par une baisse des approvisionnements en matières premières pour les scieries à la suite de l'interdiction d'exploiter certaines essences (Kevazingo, Moabi et Ozigo), des problèmes d'évacuation du bois du fait du mauvais état du réseau routier et par les difficultés de trésorerie rencontrées par certaines filiales de grands groupes.

A contrario, sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont progressé respectivement de 20,9% et 8,2%, attribuable à la fermeté de la demande tant au niveau local qu'à l'international, notamment sur le marché asiatique du bois scié.

Evolution de l'activité de sciage

(en m ³)	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	149 580	142 908	131 151	126 037	131 121	126 037	-3,9%
Ventes locales	19 361	9 563	10 398	28 753	23 777	28 753	20,9%
Exportations	113 126	105 169	113 172	109 261	101 004	109 261	8,2%

Sources : Somivab, Hua Jia Et Sa Filiale Ifeg, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Tbn Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Geb, Tali Bois, Akachi Wood Gsez, Gib, Rgi, Fg Gsez, Gabon Meubles Modernes Gsez, Rddhi International Gabon Ex-Shinago I.G. Gsez, WoodtechGsez.

II.7.2 Les unités de déroulage

- **Le placage**

A fin mars 2019, l'industrie du placage a enregistré de bonnes performances, en liaison avec le dynamisme des usines installées dans la zone de Nkok et leur approvisionnement régulier en grumes. En effet, la production est passée de 66 022 m³ en 2018 à 84 054 m³, soit une augmentation de 27,3%.

De même, les exportations ont progressé de 43,1% pour atteindre 68 521 m³, du fait de la bonne du carnet de commandes. S'agissant des ventes locales par contre, elles se sont contractées de 32% à 4 864 m³ en lien avec le recul de la demande.

Evolution de l'activité de placage

(en m ³)	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	72 275	66 974	78 808	84 054	66 022	84 054	27,3%
Ventes locales	9 628	5 910	7 321	4 864	7 151	4 864	-32,0%
Exportations	58 242	55 168	60 215	68 521	47 891	68 521	43,1%

Sources : ThebaultTransbois, Cema Gabon, Tgi, Pdg, Cpbg, Sbl, Seef, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, OtimVeener, Evergreen Gabon Gsez, Solid Wood Gabon Gsez, Sun VeneerGsez, Wood International Gsez, Greenply Gabon Gsez, TimberworkzGsez, Afeefa Overseas Gabon Gsez, Prime Wood Gsez.

- **Le contreplaqué**

Les performances industrielle et commerciale de l'activité de fabrication de contreplaqué ont été contrastées. Ainsi, la production a augmenté de 1%, passant de 9 566 m³ en 2018 à 9 658 m³ sur la période d'analyse.

A l'inverse, les exportations ont baissé de 12,4% en raison des difficultés logistiques rencontrées au port d'Owendo. Les entreprises du secteur bois trouvent de moins en moins d'espace disponible pour le stockage de contreplaqué. Les ventes locales ont suivi la même tendance baissière en s'effondrant de 51%, faute de demande pour les soutenir.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	9 915	8 530	9 421	9 658	9 566	9 658	1,0%
Ventes locales	2 068	2 160	2 194	820	1 676	820	-51,1%
Exportations	7 886	7 980	7 619	5 958	6 798	5 958	-12,4%

Sources : Cora Wood, Otimveener, Seef, Rougier Gabon

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- *Les peintures*

Au terme des trois premiers mois d'activité en 2019, la branche des peintures a affiché une production de 846 tonnes, soit une hausse de 12,2%, du fait de la fermeté des commandes des clients industriels (BTP et sociétés pétrolières). Parallèlement, la masse salariale et les effectifs sont en hausse respectivement de 12,8% et 6,2%. A contrario, le chiffre d'affaires généré par la vente des peintures a connu une très légère baisse (-0,2%) à 1,9 milliard de FCFA au cours de la période sous-revue.

Evolution de l'activité des peintures

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en tonnes)	815,3	940,9	811,2	846,0	753,7	846,0	12,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 878,9	2 356,7	1 675,7	1 872,8	1 877,2	1 872,8	-0,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	215,7	184,0	232,1	242,8	215,2	242,8	12,8%
Effectifs (en nombre)	81	81	81	86	81	86	6,2%

Sources : PPG, Chimie Gabon

- *Les gaz industriels*

Au terme du premier trimestre 2019, la production des gaz industriels a connu une baisse de 19,2% pour se situer à 84 026 m³, en liaison avec la forte diminution des commandes des secteurs minier, pétrolier et agro-alimentaire.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a régressé de 2,1% pour se situer à 620 millions de FCFA, en raison de la chute des commandes de l'azote liquide et gazeux par les industriels. La masse salariale et les effectifs ont reculé respectivement de 16,4% et de 6,8%, à la suite d'une restructuration interne.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Productions (en m ³)	150 792	107 460	115 405	84 026	103 943	84 026	-19,2%
Oxygène	64 283	63 393	70 655	57 820	58 213	57 820	-0,7%
Azote gazeux	7 661	3 229	10 378	1 419	4 771	1 419	-70,3%
Azote liquide	68 867	29 422	24 163	16 544	31 607	16 544	-47,7%
Acétylène	9 981	11 416	10 209	8 243	9 352	8 243	-11,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	674	610	596	620	633	620	-2,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	146	137	149	124	148	124	-16,4%
Effectifs (nombre d'agents)	44	44	42	41	44	41	-6,8%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.8.2 Les matériaux de construction

Au terme du premier trimestre 2019, la branche de fabrication de ciment a consolidé ses performances industrielle et commerciale. En effet, la production de ciment a augmenté de 52,5%

pour se situer à 112 349 tonnes à fin mars 2019 contre. Cette situation s'explique par une meilleure exploitation de l'outil de production et la reprise de la production de ciment par Cim-Gabon depuis juillet 2018.

Sur le plan commercial, les ventes de ciment ont progressé de 49,7% à 112 712 tonnes au premier trimestre 2019, en raison de la vigueur de la demande locale, entraînant un bond de 57,4% du chiffre d'affaires à 8,4 milliards de FCFA.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont régressé de 7,2%, soit 114 agents à fin mars 2019, du fait de la restructuration de Cimgabon pour une masse salariale de 496 millions de FCFA (+28,2%).

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Productions (en tonnes)							
Clinker (importations)	69 050	137 215	124 661	85 000	49 500	85 000	71,7%
Ciment	108 732	166 830	137 780	112 349	73 663	112 349	52,5%
Ventes de ciment (en tonnes)	109 627	166 387	137 015	112 712	75 295	112 712	49,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 715	12 744	10 393	8 385	5 329	8 385	57,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	342	413	462	496	387	496	28,2%
Effectifs	122	121	120	116	125	116	-7,2%

Source : CIMAF, CIMGABON

II.8.3. La seconde transformation des métaux

La transformation de l'aluminium s'est caractérisée par une amélioration de son activité au cours des trois premiers mois de 2019, à la faveur des nouveaux investissements de capacités réalisés par l'entreprise. Ainsi, la production des tôles a connu une hausse de 18,1%, pour se situer à 393 tonnes. A contrario, le chiffre d'affaires a baissé de 1,4% à 965 millions de FCFA, en raison de la contraction des commandes.

La seconde transformation des métaux

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en tonnes)	296,9	415,6	342,4	392,8	332,6	392,8	18,1%
Tôles minces	48,5	144,2	118,8	127,5	120,7	127,5	5,6%
Tôles épaisses	248,4	271,4	223,5	265,3	211,9	265,3	25,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	1 089,3	1 444,6	1 202,6	965,1	978,7	965,1	-1,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	117,9	85,4	151,4	78,9	175,6	78,9	-55,0%
Effectifs (en nombre d'agents)	32	32	32	31	36	31	-13,9%

Source : Sotralga

II.8.4 L'industrie minière

La transformation de minerais en alliages de manganèse a enregistré un tassement de l'activité durant le premier trimestre 2019. Ainsi, la production totale des alliages s'est contractée de 14,8% se situant à 11 222 tonnes à fin mars 2019, imputable au repli de la production de silico-manganèse (-22,4%) et ce, malgré la bonne tenue du manganèse métal.

Toutefois, les fortes ventes externes des alliages de manganèse (+48,4%) ont induit une hausse du chiffre d'affaires de 69,5% à 6,7 milliards de francs CFA, soutenue par la fermeté des prix d'alliages de manganèse métal.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en tonnes)	11 789	10 700	14 276	11 222	13 169	11 222	-14,8%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	<i>9 368</i>	<i>9 172</i>	<i>11 060</i>	<i>8 878</i>	<i>11 434</i>	<i>8 878</i>	<i>-22,4%</i>
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	<i>2 421</i>	<i>1 528</i>	<i>3 216</i>	<i>2 344</i>	<i>1 735</i>	<i>2 344</i>	<i>35,1%</i>
Exportations (en tonnes)	11 831	11 215	15 531	9 066	6 108	9 066	48,4%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	<i>9 633</i>	<i>9 711</i>	<i>11 925</i>	<i>7 205</i>	<i>4 658</i>	<i>7 205</i>	<i>54,7%</i>
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	<i>2 198</i>	<i>1 504</i>	<i>3 606</i>	<i>1 861</i>	<i>1 450</i>	<i>1 861</i>	<i>28,3%</i>
Chiffre d'affaires (milliards de FCFA)	9 007	7 847	11 852	6 710	3 958	6 710	69,5%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.8.5 La fabrication de batteries

Au terme de trois mois d'activité en 2019, la branche de fabrication des batteries automobile a affiché une production de 238 unités, en recul de 3,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette contreperformance est liée à la contraction des commandes, le marché étant saturé par les batteries importées. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 5,2% à 8,1 millions de FCFA sur la période d'analyse.

Evolution de l'activité de la fabrication des batteries

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en tonnes)	224	241	251	238	246	238	-3,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7,5	8,1	9,2	8,1	8,5	8,1	-5,2%
Effectifs (en nombre d'agents)	5	5	5	5	5	5	0,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	3,4	5,1	6,9	1,7	1,7	1,7	0,0%

Source: Hai Sheng Rong Hua (gsez)

II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.9.1 L'électricité

A fin mars 2019, la production globale d'électricité a augmenté de 2,8% à 612,2 GWh. Cette performance a été atteinte grâce à la production additionnelle de la société du patrimoine qui a augmenté de 9,9%.

Sur le plan commercial, les ventes se sont consolidées de 2,2% à 439,6 GWh comparativement à la même période de l'an dernier. Cette embellie est corrélée à la reprise observée dans les secteurs primaire et secondaire (BTP, bois, pétrole, etc.).

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 7,6% à 45,9 milliards de FCFA au cours de période sous revue contre 42,7 milliards de FCFA en 2019.

Evolution activité d'électricité

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production nette (en GWh)	603,0	548,4	585,7	612,2	595,9	612,2	2,8%
Production nette SEEG	466,3	427,2	458,4	474,453451	470,5	474,5	0,8%
Achats d'électricité à Société de Patrimoine	136,7	121,2	127,3	137,768905	125,3	137,8	9,9%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	429,9	431,6	402,8	439,6	430,0	439,6	2,2%
Volumes facturés MT hors cession	152,0	151,4	146,0	163,1	152,0	163,1	7,2%
Volumes facturés BT hors cession	277,9	280,2	256,8	276,5	277,9	276,5	-0,5%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	42 695	43 111	45 062	45 949	42 695	45 949	7,6%
CA MT hors cession	12 423	12 601	13 465	13 855	12 423	13 855	11,5%
CA BT hors cession	30 272	30 510	31 597	32 094	30 272	32 094	6,0%
PRIX MOYEN (FCFA)							
Prix moyen MT/Kwh en Fcfa	83,2	85,1	82,0	87,4	81,8	87,4	6,8%
Prix moyen BT/Kwh en Fcfa	108,9	112,1	113,0	116,2	108,9	116,2	6,7%

Source ; SEEG

II.9.2 L'eau

La production nette d'eau a augmenté de 1,57%, pour s'établir à 29,6 millions de m³ contre 29,1 millions de m³ un an plutôt. Dans le même temps, le volume des ventes hors cession a évolué de 3% pour se situer à environ 16 millions de m³ d'eau, suite à la forte consommation des ménages, ce qui a engendré un accroissement du chiffre d'affaires de 6,1%, en rapport avec le relèvement du prix moyen.

Evolution de l'activité de l'eau

(en milliers de m3)	2T18	3T18	4T19	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production nette	29 761	28 251	29 334	29 565	29 107	29 565	1,6%
Ventes hors cession	15 682	14 996	15 491	15 994	15 528	15 994	3,0%
CA hors cession (en millions de FCFA)	5 974	5 770	6 035	6 210	5 851	6 210	6,1%
Prix moyen/m3 en FCFA	381,0	384,7	389,5	388,3	376,8	388,3	3,0%

Source ; SEEG

II.10 LE RAFFINAGE

Au terme des trois premiers mois de 2019, le raffinage de pétrole brut a connu un fléchissement de son activité, en lien avec les difficultés d'approvisionnement en brut. Ainsi, le volume traité a chuté de 35,0% pour s'établir à 1280 651 tonnes métriques. Cependant, en vue de la satisfaction des besoins du marché local, 93 999 tonnes de produits pétroliers ont été importés à fin mars 2019, essentiellement du gasoil (80,6% des importations).

Sur le plan commercial, la contraction des volumes vendus des produits pétroliers sur le marché local et extérieur (gasoil, pétrole lampant, RAT) du fait de la faiblesse des commandes des clients industriels, ont entraîné une baisse du chiffre d'affaires de 13,3% à 43,9 milliards sur la période sous revue.

Evolution de l'activité de raffinage

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Total du brut traité	267 475	183 546	131 062	128 651	197 868	128 651	-35,0%
Importations de produits pétroliers (TM)	65 469	107 886	153 090	93 999	81 712	93 999	15,0%
Butane (TM)	8 240	10 267	10 111	9 089	9 787	9 089	-7,1%
Essence (TM)	7 779	13 825	19 098	9 129	16 223	9 129	-43,7%
Gasoil (TM)	40 545	72 410	116 437	75 781	51 756	75 781	46,4%
Ventes de Sogara							
Butane (TM)	2 601	2 775	1 275	1 538	1 522	1 538	1,0%
Super (m ³)	14 531	14 238	c	12 277	11 028	12 277	11,3%
Pétrole lampant (m ³)	522	2 333	2 523	296	2 995	296	-90,1%
Turbine fuel 1 (m ³)	7 483	15 083	13 297	13 317	6 815	13 317	95,4%
Gasoil moteur (m ³)	91 570	68 437	38 641	42 555	65 351	42 555	-34,9%
Résidu atmosphérique export (TM)	154 813	114 793	62 245	86 864	87 166	86 864	-0,3%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	80 164	69 546	41 571	43 863	50 596	43 863	-13,3%
CA intérieur	40 372	38 545	25 166	22 923	28 842	22 923	-20,5%
CA export	39 792	31 001	16 405	20 940	21 754	20 940	-3,7%

Source: Sogara

II.11 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.11.1 Le transport aérien

Le transport aérien entame l'année 2019 dans le sillage des contreperformances enregistrées depuis plus de trois(3) ans. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 6,4% à 3 728 rotations, consécutivement à la morosité du réseau domestique suite à la suspension provisoire de la NRT et de la cessation d'activité d'Afric Aviation.

De même, le nombre de passagers transportés a affiché une baisse de 1,1% à 172 932 clients, imputable au réseau domestique avec l'arrêt d'activité de la plupart des compagnies. Le volume de fret a également reculé de 5,8% et ce, malgré le redressement du fret domestique.

Evolution de l'activité du transport aérien

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Mouvements avions commerciaux	4 333	4 553	4 303	3 728	3 984	3 728	-6,4%
- Réseau domestique	1 963	1 931	1 606	1 271	1 714	1 271	-25,8%
- Réseau international	2 370	2 622	2 697	2 457	2 270	2 457	8,2%
Passagers	179 686	234 990	199 896	172 932	174 942	172 932	-1,1%
- Réseau domestique	45 465	50 534	42 425	36 407	43 512	36 407	-16,3%
- Réseau international	109 931	157 716	132 167	115 318	109 032	115 318	5,8%
- Transit	24 290	26 740	25 304	21 207	22 398	21 207	-5,3%
Volume du fret (tonnes)	3 211	3 202	3 229	2 920	3 101	2 920	-5,8%
- Réseau domestique	161	153	144	218	158	218	37,7%
- Réseau international	3 050	3 049	3 084	2 702	2 942	2 702	-8,2%

Source: ADL

II.11.2 Le transport ferroviaire

Au terme des trois premiers mois de 2019, l'activité ferroviaire a enregistré une hausse de ses performances. En effet, le volume global des marchandises transportées a augmenté de 20,1% à 1,5 million de tonnes. Cette embellie est attribuable au transport du manganèse, des bois débités conteneurisés, des produits du C2M et des produits pétroliers. De même, le nombre de passagers transportés a connu une légère hausse de 1,4% à 59 617 personnes.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires induit par les différentes prestations a augmenté de 11,4% à 15,4 milliards de FCFA sur la période sous revue.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Nombre de passagers	76 096	109 437	83 911	59 617	58 778	59 617	1,4%
Volume global des marchandises (en T)	1 532 923	1 409 073	1 676 853	1 464 625	1 219 390	1 464 625	20,1%
Grumes	127 810	98 496	99 722	114 119	121 220	114 119	-5,9%
Bois débités	7 274	8 431	7 252	5 866	7 403	5 866	-20,8%
Bois débité conteneurisé	4 697	5 660	5 262	9 500	4 025	9 500	136,0%
Manganèse	1 292 128	1 206 674	1 448 378	1 212 176	998 748	1 212 176	21,4%
Produits C2M	15 351	15 974	20 094	21 665	11 309	21 665	91,6%
Produits pétroliers	14 618	14 129	15 761	16 160	14 652	16 160	10,3%
Autres marchandises	71 045	59 709	80 384	16 412	62 033	16 412	-73,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	17 304	16 943	18 509	15 394	14 906	15 394	3,3%

Source: SETRAG

II.12 LES TELECOMMUNICATIONS

A fin mars 2019, le secteur des télécommunications a consolidé ses bonnes performances grâce au renforcement du parc global de la téléphonie 3G/4G. Ainsi, le nombre d'abonnés total au téléphone s'est renforcé de 7,0%, essentiellement tiré par la téléphonie mobile qui est passée de 2,684 millions d'abonnés au premier trimestre 2018 à 2,8783 millions d'abonnés au premier trimestre 2019. De même, le nombre d'abonnés internet mobile a augmenté de 7,1% à 2,857 millions de personnes sur la période sous revue.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a progressé de 13,4% à 54,9 milliards FCFA.

Evolution de l'activité des télécommunications

	Evolution des données trimestrielles				Premier trimestre		
	2T18	3T18	4T18	1T19	2018	2019	Var 19/18
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	48,2	53,5	56,2	54,9	48,4	54,9	13,4%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 804	2 857	2 936	2 857	2 668	2 857	7,1%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	21,7	22,2	21,9	21,7	21,5	21,7	0,9%
Nombre d'abonnés total au Téléphone (en milliers)	2 825,7	2 879,3	2 958,0	2 878,3	2 689,4	2 878,3	7,0%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (milliers)	1 738,3	1 949,3	2 204,0	1 939,9	1 738,3	1 939,9	11,6%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	16,8	17,0	17,1	17,1	16,8	17,1	1,9%

Source : Airtel Gabon, Gabon télécom-Libertis

II.13 LE COMMERCE

II.13.1 Le commerce général structuré

Le chiffre d'affaires généré par le commerce général structuré s'est élevé à 76,5 milliard de FCFA au premier trimestre 2019, soit un repli de 4,6% comparativement à la même période de l'année précédente. Cette situation s'explique, pour l'essentiel, par la réduction de la demande.

Evolution du commerce général structuré

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	81,9	86,1	89,4	76,5	80,2	76,5	-4,6%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.13.2 Le commerce des véhicules neufs

- **Véhicules utilitaires**

A fin mars 2019, le nombre de véhicules utilitaires vendus a progressé de 39,4% comparativement à la même période l'année précédente, passant ainsi de 502 véhicules vendus en 2018 à 700 en 2019. Ce regain s'explique par la hausse des commandes adressées par le secteur privé (entreprises privées et forestiers).

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Nombre de véhicules vendus	561	770	678	700	502	700	39,4%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

- **Véhicules industriels**

Au terme du premier trimestre 2019, le chiffre d'affaires généré par le négoce des véhicules industriels a très fortement progressé pour s'établir à 7,3 milliards de FCFA. Cette hausse est liée à la concrétisation des contrats d'achats conclus l'année précédente.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	5,4	5,3	8,6	7,4	4,1	7,4	81,6%

Source : Tractafic Equipement

II.13.3 Le commerce des produits pétroliers

Au premier trimestre 2019, les ventes des produits pétroliers ont été en hausse de 2,9%. Ce frémissement de l'activité s'explique par le relèvement de la consommation de carburant, notamment du gasoil par les principaux clients industriels (énergie, mines et forestiers).

Evolution du commerce des produits pétroliers

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Volumes vendus (tonnes métriques)	155 870	162 633	163 883	156 256	151 850	156 256	2,9%
<i>dont Gasoil</i>	111 031	115 322	117 082	112 802	106 518	112 802	5,9%
<i>Supercarburant</i>	19 424	19 725	20 877	19 478	19 632	19 478	-0,8%
<i>Kérosène</i>	7 235	7 823	7 861	6 762	7 035	6 762	-3,9%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.13.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

A fin mars 2019, l'activité du négoce des produits pharmaceutiques a régressé de 2,8% pour un chiffre d'affaires de 15,3 milliards de FCFA. Cette contre-performance est due à la suspension des prestations de la CNAMGS dans certaines pharmacies et structures hospitalières suite aux impayés des factures.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	14,9	14,5	15,9	15,3	15,7	15,3	-2,8%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.14 LES AUTRES SERVICES

II.14.1 Les services rendus aux entreprises

La branche des services rendus aux entreprises a enregistré une baisse de 1,0% de son chiffre d'affaires à fin mars 2019, se situant à 7 milliards de FCFA. Cette contreperformance est liée à la faiblesse des prestations en conseil juridique, fiscal et en audit.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 894	4 183	5 392	7 052	7 125	7 052	-1,0%

Sources : Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte Juridique et Fiscal, FEAG, PWC, PWC Tax & Legal, GBM, CIS, CFAO Technologies, Ernst & Young.

II.14.2 Les services rendus aux particuliers

Au premier trimestre 2019, les services rendus aux particuliers ont enregistré une amélioration de leur activité (+4,5%), pour un chiffre d'affaires de 10,6 milliards CFA. Cette embellie s'explique par le dynamisme des actions commerciales par les entreprises de jeux et loisirs (remplacement des kiosques, mise en place des nouveaux produits, ouverture des nouvelles agences, etc.).

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 347	10 670	12 350	10 579	10 120	10 579	4,5%

Sources : Polyclinique El Rapha, Médical Optique, Gesparc, Franstel, Evenements, Cabinet De Groupe Des Medecins, Gabosep, Casepga, SaafLa Colombe, Labo Color, Pmug, Sgjl, Sgcl.

II.14.3 Les services immobiliers

L'activité des services immobiliers a été atone durant le premier trimestre 2019. En effet, le non achèvement des projets de construction et la baisse considérable des locations et des ventes de maisons ont entraîné le repli de 9,3% du chiffre d'affaires à 552 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	548	581	4 778	552	609	552	-9,3%

Source: Agences N°1, AIL, Alliance, SNI, SCI Equateur III, BICP

II.14.4 Les services de réparation mécanique

Le chiffre d'affaires des services mécaniques s'est amélioré de 2,0% après trois mois d'activité en 2019. Ce regain est favorisé par l'élargissement de la gamme de produits et l'intensification des actions commerciales (promotions).

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	2T18	3T18	4T18	1T19	Premier trimestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 553	3 625	3 336	3 663	3 592	3 663	2,0%

Sources: PEA, BIG, ECIG, DIESELEC

II.15. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

L'observé conjoncturel confirme la baisse observée dans le secteur de l'hôtellerie, tourisme et loisirs sur les premiers mois de l'année, exacerbée par le faible nombre de manifestations d'envergure.

Aussi, la branche hébergement, a enregistré un taux d'occupation en retrait de 23,53 points. Le prix moyen des chambres est en baisse de 18,3% à 78 883 FCFA. Le chiffre d'affaires a chuté de 25,1% à 10,5 milliards de FCFA, conséquence de la diminution du prix moyen de la nuitée et du taux d'occupation.

Evolution de l'activité hôtelière :

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3,614	3,885	3,013	14,04	10,512	-25,1%
Chambres occupées (en nombre)	25 794	29 609	23 578	92 322	78 981	-14,5%
Taux d'occupation (en %)	32,2	33,84	30,48	55,53	32	-23,53 pts
Prix moyen/chambre (FCFA)	80 420	81 146	75 082	96 611	78 883	-18,3%

Sources : Radisson Blu, Park Inn, Rê- Ndama, Hôtel Boulevard

II.16. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.16.1 L'analyse bilancielle

Au 31 mars 2019, le système bancaire gabonais compte 8 banques en activité contre 10 à la même période un an auparavant. Cette baisse du nombre d'établissements est consécutive à la mise en liquidation de deux établissements. Le total agrégé des bilans des banques a progressé de 11,1% à 2 688,5 milliards de FCFA contre 2 420,3 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des dépôts de la clientèle (+11,5%) et à une hausse des capitaux permanents (+16,9%).

Aussi, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré, passant de 134% au 31 mars 2018 à 145,9% en mars 2019. Par ailleurs, les créances en souffrance ont diminué de 0,8% à 227,9 milliards de FCFA à fin mars 2019.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/03/2017	31/03/2018	31/03/2019	2018/2019
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 035,1	1 853,8	2 066,4	11,5%
Crédits bruts	1 748,3	1516,4	1 565,4	3,2%
Créances en souffrance	186,6	229,8	227,9	-0,8%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	109,4	132,7	149,4	12,6%
CREDITS NETS	1 638,9	1 383,8	1 416,0	2,3%
CAPITAUX PERMANENTS	328,1	294,4	344,1	16,9%
VALEURS IMMOBILISEES	211,4	186,3	192,3	3,2%
AUTRES POSTES NETS	42,5	40,5	29,2	-27,9%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	555,4	618,7	831,4	34,4%
TOTAL DU BILAN	2 721,1	2 420,3	2 688,5	11,1%

Sources : COBAC

II.16.2 Les opérations avec la clientèle

II.16.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais se sont consolidées de 11,5% à 2 066,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2019, suite à la hausse simultanée des dépôts à vue, des dépôts à terme et des autres comptes.

Les ressources à vue ont enregistré une progression de 10,7% à 1 236,7 milliards de FCFA, tirée essentiellement par la hausse conjuguée des dépôts des entreprises publiques (+26,1% à 54,1 milliards en mars 2019) et des entreprises privées (+12,7% à 1738,9 milliards de FCFA). Les ressources à vue ont représenté 59,8% du total des dépôts contre 60,3% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 698,3 milliards de FCFA en mars 2019 contre 641,7 milliards en mars 2018, soit une hausse de 8,8%. Ces ressources ont représenté 33,8% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	31/03/2017	31/03/2018	31/03/2019	2018/2019
Comptes à vue	1 249,2	1 117,6	1 236,7	10,7%
Comptes à terme	697,8	621,4	677,0	8,9%
Comptes de dépôts à régime spécial	19,0	20,3	21,3	4,9%
Autres comptes	58,1	78,6	120,1	52,8%
Dettes rattachées	11,0	15,9	11,3	-28,9%
TOTAL DES DEPOTS	2 035,1	1 853,8	2 066,4	11,5%

Sources : COBAC

A fin mars 2019, les dépôts publics ont baissé de 29% à 109,1 milliards de FCFA. Ces dépôts ont représenté 5,3% du total des dépôts collectés contre 8,3% à fin mars 2018.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/03/2017	31/03/2018	31/03/2019	2018/2019
Dépôts publics	301,8	153,7	109,1	-29,0%
Dépôts des entreprises publiques	50,5	42,9	54,1	26,1%
Dépôts privés	1563,1	1543,3	1738,9	12,7%
Dépôts des non-résidents	50,6	19,4	32,9	69,6%
Dépôts non ventilés	69,1	94,5	131,4	39,0%
TOTAL DES DEPOTS	2 035,1	1 853,8	2 066,4	11,5%

Sources : COBAC

II.16.2.2 Les crédits distribués

Au 31 mars 2019, les crédits bruts distribués se sont confortés de 3,2% à 1 565,4 milliards de FCFA contre 1 516,4 milliards un an auparavant, impactés essentiellement par la hausse des crédits au secteur privé. En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé se sont consolidés de 9,7% à 1 059,4 milliards de FCFA en mars 2019. Ils ont représenté 67,7% du total des crédits contre 63,7% en mars 2018.

Les crédits octroyés aux administrations publiques ont baissé de 5,2% à 420,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2019. Ceux-ci ont représenté 26,8% de l'ensemble des crédits bruts distribués. Les crédits consentis aux entreprises publiques, soit 0,9% du total des crédits bruts, ont régressé de 23,5% à 13,7 milliards de FCFA à fin mars 2019 contre 17,9 milliards un an auparavant.

Enfin, on note un relèvement des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 15,6 milliards de FCFA en mars 2019 contre 11,4 milliards un an plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/03/2017	31/03/2018	31/03/2019	2018/2019
Crédits à l'Etat	549,4	443,3	420,3	-5,2%
Crédits aux entreprises publiques	26,0	17,9	13,7	-23,5%
Crédits au secteur privé	1 087,1	965,7	1 059,4	9,7%
Crédits aux non-résidents	61,7	58,2	36,3	-37,6%
Encours financier des opérations de crédit-bail	6,1	11,4	15,6	36,8%
Autres créances	18,0	19,9	20,1	1,0%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 748,3	1 516,4	1 565,4	3,2%

Sources : COBAC

II.17 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin mars 2019, deux établissements financiers ont été recensés (Alios Finance Gabon et Finatra). Ces deux établissements ont pour principales activités le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement.

II.17.1 Les ressources

Au premier trimestre 2019, les ressources des établissements financiers se sont établies à 38,4 milliards de FCFA contre 45,3 milliards de FCFA un an plutôt, soit une baisse de 15,1%. Cette évolution traduit une baisse d'activité et résulte du recul conjugué des dettes bancaires (-19,8% à 25,1 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-4,4% à 13,3% milliards de FCFA).

Evolution des ressources au premier trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

	1 ^e trimestre 2018	1 ^e trimestre 2019	Var 2019/2018
Capitaux propres	13,9	13,3	-4,4%
Dettes bancaires	31,4	25,1	-19,8%
Ressources	45,3	38,4	-15,1%

Source : établissements financiers

II.17.2 Les emplois

Au 31 mars 2019, les emplois ont enregistré une diminution de 25,5% à 23,5 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable à la baisse simultanée des crédits à moyen terme de (-53,9%) à 3,7 milliards de FCFA et des crédits-bails s'établissant (-20,6%) à 17,5 milliards de FCFA.

Cette situation est liée au recul de la production, suite à l'arrivée à terme de plusieurs contrats de crédit-bail et de crédit à la consommation, non compensée par une production commerciale additionnelle conséquente.

Evolution des emplois au premier trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

	1 ^e trimestre 2018	1 ^e trimestre 2019	Var 2019/2018
Crédits à court terme	1,4	2,3	63,1%
Crédits à moyen terme	8,1	3,7	-53,9
Crédits à long terme	0,0	0,0	-
Crédits-bails	22,0	17,5	-20,6%
Total	31,5	23,5	-25,5%

Source : établissements financiers

II.18 LE SECTEUR DES ASSURANCES

Au terme du premier trimestre 2019, l'activité des sociétés d'assurance a enregistré une bonne performance. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 51,99% pour s'établir à 46,89 milliards de FCFA, grâce à la forte progression des primes collectées pour le compte de la branche Non Vie.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance aux premiers trimestres 2018 et 2019

(en milliards de FCFA)	T1-2018	T1-2019*	T1-2019/T1-2018	Répartition du C.A par Branche en 2019
Non Vie	26,11	42,33	62,12%	90%
Vie et capitalisation	4,74	4,56	-3,80%	10%
Total	30,85	46,89	51,99%	100%

Sources : GROUPES OGAR, NSIA, GROUPE SUNU ET LES SOCIETES SAHAM, AXA, SAHAM ET ASSURANCES DU GABON

2019* Estimations des sociétés d'assurance

II.18.1 La Branche Non Vie

Le chiffre d'affaires Non Vie, en hausse exponentielle de 62,12% s'est établi à 42,33 milliards de FCFA au premier trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018. Cette évolution est consécutive à la hausse conjointe des primes collectées dans les segments Incendie, Automobile et Maladie-assistance qui ont respectivement progressé de 55,80% à 11,56 milliards, de 26,14% à 10 milliards et de 84,38% à 11,70 milliards. Cette branche représente 90% de la production totale du secteur.

II.18.2 La Branche Vie et Capitalisation

La collecte de la branche Vie et capitalisation a reculé de 3,80% pour se situer à 4,56 milliards de FCFA au premier trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018 du fait de la baisse de la demande de contrats à long terme et l'intensification des flux des rachats. La contraction touche essentiellement le seul produit d'épargne « Capitalisation » qui représente 59,81% de l'encours de l'encaissement. Cette branche représente 10% du total des primes du secteur sur la période.

II.18.3 Les Commissions versées aux courtiers

Le montant total des commissions versées aux courtiers d'assurance a progressé de 62,52% pour se situer à 5,43 milliards de FCFA au premier trimestre 2019, reflétant ainsi la forte hausse du nombre de nouveaux contrats.

II.18.4 Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés a diminué de 2,43% pour s'établir à 21,68 milliards de FCFA au premier trimestre 2019 contre 22,22 milliards à la même période en 2018.

La branche Non Vie représente environ 87% des sinistres réglés du secteur. Les sinistres payés ont fléchi de 16,24% pour se situer à 18,82 milliards de FCFA au premier trimestre 2019. De même, dans la branche Vie, la charge des sinistres réglés a chuté de 52,57% à 2,86 milliards de FCFA au premier trimestre 2019 contre 6,03 milliards à la même période en 2018.

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2019

III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION

Sur les trois (3) premiers mois de l'année 2019, les pressions inflationnistes ont persisté, mais on note une baisse du rythme de croissance entre le dernier trimestre 2018 et la période sous-revue. En effet, l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages d'Owendo, Akanda et Libreville, affiche un **taux de 4,7% en moyenne annuelle contre 2,7% sur la même période en 2018**. En glissement annuel, les prix ont progressé de 3,0% contre 3,4 en mars 2018. Au total, l'indice global s'est établi à 142,5 points en moyenne au premier trimestre 2019 contre 136,0 points sur la même période en 2018.

Cette progression s'explique principalement par la hausse des prix des postes « Produits alimentaires et boisson non alcoolisées » (+5,6%), « Logement, eau, gaz, électricité » (+5,0%), « Transport » (+5,1%), « Communications » (+10,6%) et « Enseignement » (+24,3%) ainsi que la « Santé » (+5,9%).

Malgré la mise en place de la nouvelle mercuriale portant sur les *produits alimentaires*, les prix de ces produits ont continué à progresser au premier trimestre 2019, mais à un rythme plus modéré par rapport à l'observé de fin décembre 2018. Elle est davantage prononcée sur les fonctions *Pains et céréales* (+9,4%) et sur les *Légumes et tubercules* (+19,8%). Cette évolution est tributaire de la baisse de l'offre de ces produits agricoles sur le marché, suite aux conditions d'exploitation défavorables à la production depuis le début d'année. Cependant, l'indice mondial FAO, portant sur les prix des produits alimentaires enregistre une baisse de 2,8% sur le premier trimestre 2019 par rapport à la même période de la même année.

En ralentissement par rapport au dernier trimestre de 2018, les prix du *transport* ont progressé de 5,1% premier trimestre 2019, reflétant ainsi l'effet combiné de la baisse de l'offre de transport en commun urbain et de l'indexation des prix du carburant à la pompe (respectivement +5,1% à 650 FCFA pour le litre d'essence et +9,6% à 611,7 FCFA le litre de gazole en moyenne annuelle) par rapport au cours du brut gabonais.

Au premier trimestre, les prix dans les *Communications* ont augmenté de 10,6% en 2019 contre 13,7% en 2018, du fait notamment de la hausse du coût du matériel de communication. L'accroissement des prix dans l'*Enseignement* de 24,3% s'explique essentiellement par l'entrée en vigueur depuis octobre 2018 de la nouvelle grille relative aux frais d'inscription dans les établissements secondaires et supérieurs.

De même, les prix du secteur de la « *Santé* » ont enregistré une progression des prix 5,9% par rapport au premier trimestre 2018. Cette évolution amorcée depuis le dernier trimestre 2018, s'explique par l'augmentation des prix des services hospitaliers.

En somme, l'inflation sous-jacente a affiché un taux de 4,1% au premier trimestre 2019 contre +3,9% sur la même période en 2018.

Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestrielle (en %)				Premier trimestre				Glissement mensuel (%)
		2018			2019	Indice moyen		Variation (%)		
		T2	T3	T4	T1	2018	2019	2018	2019	
INDICE GLOBAL	10000	4,5	5,5	6,4	4,7	136,0	142,5	2,7	4,7	3,0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	2,9	4,6	7,2	5,6	139,1	146,8	0,3	5,6	3,2
<i>Pains et céréales</i>	<i>673</i>	<i>3,3</i>	<i>8,0</i>	<i>11,5</i>	<i>9,4</i>	<i>129,1</i>	<i>141,3</i>	<i>0,6</i>	<i>9,4</i>	<i>9,7</i>
<i>Viandes</i>	<i>720</i>	<i>-2,9</i>	<i>-2,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>129,3</i>	<i>129,0</i>	<i>-3,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>
<i>Poissons et fruits de mer</i>	<i>446</i>	<i>2,2</i>	<i>6,1</i>	<i>2,8</i>	<i>0,9</i>	<i>186,9</i>	<i>188,6</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>-2,2</i>
<i>Lait, fromage et œufs</i>	<i>243</i>	<i>2,6</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>128,7</i>	<i>129,1</i>	<i>3,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,9</i>
<i>Huiles et graisses</i>	<i>183</i>	<i>2,5</i>	<i>-1,5</i>	<i>-1,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>132,3</i>	<i>132,3</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,2</i>
<i>Légumes et tubercules</i>	<i>534</i>	<i>8,1</i>	<i>8,5</i>	<i>21,3</i>	<i>19,8</i>	<i>143,2</i>	<i>171,5</i>	<i>-2,9</i>	<i>19,8</i>	<i>9,3</i>
Boissons alcoolisées et tabac	185	0,2	0,8	1,4	0,9	126,2	127,4	2,2	0,9	0,9
Articles d'habillement et chaussures	794	1,4	1,9	2,9	1,4	139,0	141,0	1,2	1,4	1,7
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	3,8	5,0	5,3	5,0	142,4	149,4	2,9	5,0	4,1
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	4,8	4,1	4,1	2,0	126,3	128,9	3,0	2,0	0,2
Santé	357	6,5	5,4	5,5	5,9	101,8	107,8	2,2	5,9	0,7
Transports	990	8,0	10,4	8,5	5,1	154,4	162,3	4,6	5,1	3,0
Communications	355	12,2	17,4	20,0	10,6	67,6	74,8	13,7	10,6	7,0
Loisirs et cultures	503	6,9	6,0	5,0	0,5	127,7	128,4	5,6	0,5	-1,0
Enseignement	170	34,5	20,6	25,0	24,3	153,1	190,2	35,2	24,3	25,0
Restaurants et hôtels	466	4,3	5,2	4,7	2,4	131,5	134,6	1,4	2,4	-0,7
Biens et services divers	275	1,5	1,4	1,2	0,3	150,4	150,9	3,4	0,3	0,8
<i>Inflation sous-jacente</i>		4,8	5,1	5,5	4,1	131,2	136,5	3,9	4,1	2,9

Source : DGS

III.2. L'EMPLOI PUBLIC

Au terme du premier trimestre 2019, le nombre des salariés dans le secteur public a baissé de 4,5% pour s'établir à 97 110 agents comparativement à la même période en 2018. Cette diminution provient essentiellement des agents de la fonction publique (-5,6%). En effet, la fonction publique, hors collectivité locale et agents en présalaires, a enregistré une baisse de 4 923 agents. En revanche, les effectifs de la main d'œuvre non permanente (MONP) ont augmenté de 332 agents sur la période sous-revue. .

La tendance baissière des effectifs de la fonction publique traduit la volonté des autorités à maîtriser la masse salariale dans l'Administration Centrale. C'est dans ce contexte que plusieurs mesures d'ajustements sur les effectifs ont été prises en 2018, notamment celle prolongeant le gel des recrutements pour une période de 36 mois jusqu'en août 2021, à l'exception des seuls ministères chargés de la Santé, de l'Education Nationale, des Affaires Sociales et de la Défense ; la mise à la retraite systématique des agents atteints par la limite d'âge ou encore de la rupture des contrats concernant les agents civils contractuels âgés de plus de 60 ans.

En revanche, la hausse de 2,4% des effectifs de la main d'œuvre non permanente à 1 433 employés au premier trimestre 2019, résulte d'une meilleure prise en compte des agents de cette catégorie. Les effectifs de la main d'œuvre non permanente restent fortement dominés par les agents en services à l'intérieur du pays (8 527 agents).

Evolution de l'Emploi Public

Effectifs du public	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2 018			2019	2018	2019	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Fonction publique	85723	85776	85610	82771	87694	82771	-5,6%
MONP	14638	14231	14026	14339	14007	14339	2,4%
Total*	100361	100007	99636	97110	101701	97110	-4,5%

Sources : DGBFIP, * hors agents en cours de recrutement

- **La variation des effectifs par département**

Comparativement à la même période en 2019, la fonction publique enregistre une diminution de 5,6% de ses effectifs à fin mars 2018. Plusieurs administrations ont en effet vu leurs effectifs se réduire. Il s'agit notamment de : l'Administration Centrale (-10%); l'Administrations de développement (-6,9%) l'Administration des transports (-6,1%), l'Administration Economique (-5,3%) ou encore les Pouvoirs Publics (-4,8%).

La baisse s'explique essentiellement par l'effet combiné du gel des recrutements depuis 2017 et de la mise en retraite systématique des agents remplissant certaines conditions.

L'évolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Département	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2018			2019	2018	2019	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Pouvoirs Publics	23000	22796	23818	22429	23554	22429	-4,8%
Administration Générale	14889	14991	13941	13623	15137	13623	-10,0%
Administration Economique	7219	7376	7257	7059	7457	7059	-5,3%
Administration du Développement	3486	3682	3747	3514	3773	3514	-6,9%
Administration des Transports	1071	1117	1105	1040	1108	1040	-6,1%
Administration de l'Education	24675	24418	24455	24054	25098	24054	-4,2%
Administration Sociale	11232	11299	11259	10981	11418	10981	-3,8%
Autres	151	97	28	71	149	71	-52,3%
Total	85723	85776	85610	82771	87694	82771	-5,6%

Sources : DGBFIP

III.3. LES SALAIRES

Au terme du premier trimestre 2019, la solde permanente du secteur public a baissé de 3,3% pour atteindre 159,8 milliards FCFA par rapport à 2018. Cette diminution globale des dépenses des personnels de l'Etat provient essentiellement de la solde permanente, en lien avec le maintien des mesures gouvernementales pour la maîtrise de la masse salariale.

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2 018			2019	2018	2019	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Solde Permanente	162,8	159,8	157,7	156,4	162,0	156,4	-3,5%
Autres	3,5	3,5	4,6	3,4	3,2	3,4	6,3%
Total*	166,3	163,3	162,3	159,8	165,2	159,8	-3,3%

Sources : DGCP, * hors MONP et collectivités locales

III.3.1 La solde permanente par administration

Au premier trimestre 2019, la solde permanente payée dans l'ensemble des départements a baissé de 3,5% pour se situer à 156,4 milliards FCFA. Ce repli global des rémunérations dans l'administration provient essentiellement des Administrations du Transport (-10%), du Développement (-9,1%), des Pouvoirs Publics (-5,7%), de l'Economie (- 5,2%), du Social (-3,1%), de l'administration Générale (-3,0%) et celle de l'Education (-0,1%). Ces variations résultent de la maîtrise des effectifs et de la poursuite de l'ensemble des mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la politique de maîtrise des dépenses de personnels.

En revanche, malgré les efforts d'ajustement observés, la structure des dépenses de personnels par département n'a pas fondamentalement changé sur les deux périodes. L'éducation nationale (32,2%) est l'administration qui a la masse salariale la plus élevée en lien avec ses effectifs, suivi des pouvoirs publics (26%), de l'administration centrale (16%) et de la santé (12,6%). L'administration économique a absorbé 7,9% de la masse salariale totale payée au premier trimestre 2019.

Evolution de la solde permanente par département

En milliards FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2 018			2019	2018	2019	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Pouvoirs Publics	43,4	41,7	70,6	40,7	43,2	40,7	-5,7%
Administration Générale	26,4	26,0	38,8	25,1	25,8	25,1	-3,0%
Administration Economique	13,0	12,8	7,2	12,4	13,1	12,4	-5,2%
Administration du Développement	6,8	6,4	4,1	6,2	6,9	6,2	-9,1%
Administration des Transports	1,9	1,8	1,0	1,7	1,9	1,7	-10,0%
Administration de l'Education	50,6	50,1	25,2	50,4	50,5	50,4	-0,1%
Administration Sociale	20,3	20,2	10,8	19,7	20,3	19,7	-3,1%
Autres	0,5	0,7	0,02	0,2	0,4	0,2	-49,4%
TOTAL	162,8	159,8	157,7	156,4	162,0	156,4	-3,5%

Sources : DGBFIP, DGCPPT

III.3.2 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente

Au 31 mars 2019, la masse salariale de la main d'œuvre non permanente (MONP) a été exécutée, base engagement, à hauteur de 13,4% par rapport à la loi de finances 2019. Sur la même période, cette catégorie d'agents a fait l'objet d'un audit, dans le cadre de la mise en application des politiques de maîtrise des dépenses de personnel initiées par le Gouvernement.

III.4. LE BUDGET DE L'ETAT

III.4.1 Les soldes budgétaires

L'exécution du budget au premier trimestre 2019 s'est soldée par deux excédents (solde primaire et solde base engagement) et un déficit (solde base caisse). En effet, après deux(2) années de déficit au premier trimestre, **le solde primaire** a affiché un excédent de 65,8 milliards FCFA à fin mars 2019. Cette embellie résulte de la consolidation des recettes budgétaires (+21,0%) dans un contexte de maîtrise des dépenses primaires (-23,6%).

Aussi, le **solde base engagement**, incluant la charge de la dette publique, a enregistré un excédent de 33,6 milliards FCFA au premier trimestre de l'année 2019 après avoir été déficitaire au premier trimestre sur les trois dernières années. L'excédent observé de ce solde résulte de l'accroissement des recettes budgétaires et de la baisse des dépenses budgétaires (-20,9%).

En revanche, le solde base caisse est ressorti déficitaire au premier trimestre 2019, mais en nette amélioration par rapport aux trois dernières années. Le déficit s'est établi à 44,7 milliards FCFA au premier trimestre 2019 contre 100,5 milliards FCFA à la même période en 2018. L'atténuation de ce déficit est consécutive à l'excédent du solde base engagement, nonobstant l'effort entrepris en matière de diminution de la variation des arriérés.

Evolution des soldes budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2018			2019	2018	2019	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Recettes pétrolières	201,9	153,5	133,1	100,3	95,0	100,3	5,5%
Recettes hors pétrole*	334,2	327,7	206,3	283,9	222,5	283,9	27,6%
Recettes totales	536,1	481,1	339,4	384,2	317,5	384,2	21,0%
Dépenses de fonctionnement	274,9	241,5	213,3	243,6	315,4	243,6	-22,8%
Dépenses d'investissement	41,6	110,6	79,6	11,2	16,0	11,2	-30,1%
Autres dépenses	80,1	62,6	38,8	63,7	85,7	63,7	-25,7%
Dépenses primaires	396,6	414,6	331,7	318,4	417,0	318,4	-23,6%
Intérêts sur la dette	89,1	33,8	75,4	32,2	26,3	32,2	22,5%
Solde primaire	139,5	66,5	7,7	65,8	-99,5	65,8	-166,1%
Solde base engagement	50,3	32,8	-67,6	33,6	-125,8	33,6	-126,7%
Variations des arriérés	-6,5	-63,0	-51,3	-78,3	25,3	-78,3	-410,0%
Solde base caisse	43,8	-30,3	-118,9	-44,7	-100,5	-44,7	-55,5%

Source : DGCPT, * y compris les recettes comptes spéciaux

III.4.2 Les recettes budgétaires

Les recettes ont été collectées à hauteur de 384,2 milliards FCFA, représentant un taux d'exécution de 18,2% par rapport aux prévisions de la LF 2019. Elles ont augmenté de 21,0% au premier trimestre 2019 comparativement à la même période en 2018. Cette amélioration est imputable à l'accroissement aussi bien des recettes pétrolières que non pétrolières.

III.4.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 731,6 milliards de FCFA, les recettes pétrolières ont été collectées à hauteur de 13,7% au premier trimestre 2019. Comparativement au premier trimestre de l'année précédente, les recettes pétrolières ont augmenté de 5,5%, du fait de la hausse de la production pétrolière conjuguée à l'appréciation du taux de change dollar/Francs CFA, malgré la diminution des cours du baril du pétrole.

Par rapport aux prévisions, l'exécution des recettes pétrolières a été de 43,7% pour les transferts SOGARA, de 17,0% pour la redevance minière proportionnelle, de 8,2% pour les autres recettes et de 4,6% pour les impôts sur les sociétés.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2018			2019	2018	2019	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Impôts sur les sociétés	74,1	1,8	10,7	4,8	0,0	4,8	-
Redevance Minière Proportionnelle	68,3	52,6	88,3	53,5	58,4	53,5	-8,3%
Autres	34,0	79,9	24,5	21,7	17,2	21,7	25,8%
Transferts SOGARA	25,5	19,2	9,5	20,2	19,4	20,2	4,4%
Total des recettes pétrolières	201,9	153,5	133,1	100,3	95,0	100,3	5,5%

Source : DGCPT

III.4.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 381,9 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2019, les recettes hors pétrole se sont établies à 283,9 milliards de FCFA au terme des trois premiers mois de l'année, soit un taux d'exécution de 20,5%. La consolidation (+27,6%) de ces recettes au premier trimestre 2019, comparativement à la même période en 2018, résulte des performances réalisées en matière de recouvrement des droits de douanes, des impôts directs (impôts sur les sociétés et impôts sur les personnes physiques) et des autres recettes, nonobstant le recul des recettes issues des taxes sur les biens et services et des recettes comptes spéciaux.

Par rapport à l'objectif annuel, l'exécution des recettes hors pétrole se décline comme suit : 34,7% pour les autres recettes, 29,3% pour les impôts directs (32,1% pour l'impôt sur les sociétés et 23,8% pour l'impôt sur les personnes physiques), 20,8% pour les droits de douane, 14,1% pour les recettes des comptes spéciaux et 8,7% pour les taxes sur biens et services.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2018			2019	2018	2019	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Droits de douanes	73,8	68,6	64,9	65,3	47,4	65,3	37,6%
Taxes sur les biens et services	31,3	49,8	23,1	36,0	43,6	36,0	-17,4%
<i>dont TVA</i>	<i>18,2</i>	<i>38,2</i>	<i>12,3</i>	<i>23,7</i>	<i>26,7</i>	<i>23,7</i>	<i>-11,1%</i>
Impôts directs	134,0	37,9	64,0	119,2	62,0	119,2	92,2%
Autres recettes	75,3	139,6	39,3	47,8	42,8	47,8	11,7%
Recettes hors comptes spéciaux	314,4	295,8	191,3	268,2	195,8	268,2	37,0%
Recettes comptes spéciaux	19,8	31,9	15,0	15,7	26,7	15,7	-41,2%
Total des recettes hors pétrole	334,2	327,7	206,3	283,9	222,5	283,9	27,6%

Source : DGCPT

III.4.3 Les dépenses budgétaires

A fin mars 2019, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré une baisse de 20,9% pour s'établir à 350,6 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 17,4% des prévisions de la LF 2019. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), elles sont en repli de 23,6% à 318,4 milliards de FCFA. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique.

III.4.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 206,7 milliards FCFA dans la loi de finances initiale 2019, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 243,6 milliards FCFA à fin mars 2019, soit un taux de réalisation de 20,2% par rapport à la LF 2019. Comparativement au premier trimestre de l'année précédente, elles ont baissé de 22,8% suite à la diminution conjointe des dépenses de personnel, des dépenses en biens et services ainsi que des transferts et subventions.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 168,1 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 25,0% de la dotation de la loi de finances. Comparativement au trois premiers mois de l'année 2018, elles ont diminué de 15,8% du fait de la maîtrise de l'évolution de la solde permanente (-5,6 milliards de FCFA), de la diminution du traitement de la main d'œuvre non permanente (-26,2 milliards de FCFA) et de la quasi-stabilité des autres dépenses de personnel (+0,2 milliard FCFA), en lien avec les mesures gouvernementales visant la maîtrise de la masse salariale.

Sur une dotation de 288,5 milliards de FCFA, les dépenses en biens et services se sont établies à 29,2 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 10,1%. Ce titre est en repli de 43,7% comparativement au niveau atteint au premier trimestre 2018 du fait de la diminution des dépenses relatives à la consommation de l'électricité et de l'eau (-1,8 milliard FCFA), de la contraction des dépenses liées aux autres biens et services (-20,9 milliards FCFA) et de la stabilité des dépenses relatives à l'utilisation du téléphone et de l'internet.

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 46,2 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 18,8% de l'autorisation budgétaire de 2019. Elles ont baissé de 27,6% au premier trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018, suite à la diminution simultanée des autres transferts et interventions (-13,0 milliards FCFA) et du soutien des prix des carburants (-4,6 milliards FCFA).

III.4.3.2 Les dépenses d'investissement

Au terme des trois premiers mois de l'année, les dépenses d'investissement exécutées ont diminué de 30,1% pour s'établir à 11,2 milliards FCFA. Leur repli, par rapport au niveau atteint à la même période en 2018, s'explique par la baisse des tirages sur financements extérieurs (-8,3 milliards FCFA), et l'accroissement du financement sur ressources propres (+3,5 milliards FCFA).

Par rapport au plafond autorisé par le parlement dans la loi de finances 2019, les dépenses en capital enregistrent un taux d'exécution de 2,9%. Ce niveau d'exécution est de 4,2% pour les dépenses en capital financées sur ressources propres et de 1,5% pour celles financées sur ressources extérieures.

III.4.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 63,7 milliards FCFA au premier trimestre de l'année 2019 contre 85,7 milliards de FCFA à la même période une année plus tôt. Leur diminution s'explique par le repli du solde « prêts nets y compris prise de participations » (-20,1 milliards FCFA), la baisse des dépenses relatives à la CNAMGS (-1,9 milliard FCFA) et la suppression du

Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS) malgré l'accroissement des dépenses relatives à l'entretien routier (+0,8 milliard) et aux comptes spéciaux (+1,1 milliard de FCFA).

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2018			2019	2018	2019	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Fonctionnement	274,9	241,5	213,3	243,6	315,4	243,6	-22,8%
Salaires et traitements	166,3	163,2	171,8	168,1	199,7	168,1	-15,8%
Biens et services	50,5	28,4	8,8	29,2	51,9	29,2	-43,7%
Transferts et subventions	58,1	49,8	32,7	46,2	63,8	46,2	-27,6%
Investissements	41,6	110,6	79,6	11,2	16,0	11,2	-30,1%
Ressources propres	30,8	21,4	24,9	8,3	4,8	8,3	72,3%
Finex	10,8	89,1	54,7	2,8	11,1	2,8	-74,5%
Autres dépenses	80,1	62,6	38,8	63,7	85,7	63,7	-25,7%
Prêts nets y c prise de participation	39,7	12,5	1,1	17,7	37,7	17,7	-53,2%
FER	1,3	0,3	0,8	1,3	0,5	1,3	163,4%
CNAMGS	2,5	3,9	7,4	2,4	4,2	2,4	-44,0%
FNDS	1,4	2,1	2,3	0,0	2,0	0,0	-100,0%
Comptes spéciaux	35,2	43,9	27,2	42,4	41,2	42,4	2,7%
Total dépenses primaires	396,6	414,6	331,7	318,4	417,0	318,4	-23,6%
Intérêts sur la dette	89,1	33,8	75,4	32,2	26,3	32,2	22,5%
Total dépenses	485,7	448,4	407,0	350,6	443,3	350,6	-20,9%

Source : DGCPT

III.4.3.4 La charge de la dette

Arrêtées à 255,6 milliards FCFA dans la loi de finances 2019, les dépenses relatives à la charge de la dette ont été exécutées à hauteur de 12,6% au terme des trois premiers mois de l'année. Comparativement à l'année précédente, elles ont augmenté de 22,5% pour s'établir à 32,2 milliards de FCFA. Cette progression est consécutive au maintien de l'effort de règlement des intérêts sur la dette intérieure (+6,6 milliards FCFA) nonobstant la diminution du règlement de ceux liés à la dette extérieure (-0,7 milliard de FCFA).

III.5. LA DETTE PUBLIQUE

L'analyse de la dette publique s'articule principalement autour de trois (3) axes : le règlement, les tirages et le stock de la dette. Au terme des trois(3) premiers mois de l'année 2019, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une forte hausse des règlements, des décaissements et un accroissement du stock de la dette.

III.5.1 Le règlement de la dette

A fin mars 2019, l'Etat Gabonais a continué à honorer ses engagements. Le règlement cumulé de la dette publique s'est établi à 143,6 milliards FCFA, en forte hausse de 124,3% par rapport à la même période en 2018, suite à l'accroissement substantiel des paiements de la dette extérieure.

Le règlement de la dette extérieure s'est élevé à 116,9 milliards FCFA à fin mars 2019, soit une progression de 310,2 % représentant un montant de 88,4 milliards FCFA par rapport à la même période en 2018. Ce règlement a porté à la fois sur la dette commerciale, multilatérale, bilatérale et multilatérale. Il intègre le paiement d'arriérés à hauteur de 64,7 milliards FCFA, dont 58,5 milliards FCFA au profit des créanciers commerciaux, 5,2 millions FCFA pour les multilatéraux et 952 millions pour les bilatéraux.

Le paiement de la dette intérieure s'est élevé à 26,6 milliards FCFA, en baisse de 25% au premier trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018. Cette évolution est consécutive à l'absence de règlement de la dette moratoire sur la période, malgré les efforts consentis au règlement de la dette bancaire (+5,5%).

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre			
	2018			2019	2018	2019	Poids	Variation
	T2	T3	T4	T1				
Dette extérieure	87,7	102,7	59,8	116,9	28,5	116,9	81,4%	310,2%
Multilatérale	11,2	23,5	4,5	19,4	9,1	19,4	13,5%	112,9%
Bilatérale	22,5	27,7	8,9	20,4	6,9	20,4	14,2%	196,1%
Commerciale	13,6	51,5	6	77,1	12,5	77,1	53,7%	516,9%
Marché financier Internat.	40,4		40,4	-	0,0	-		
Dette intérieure	103,7	70,9	84,2	26,6	35,5	26,6	18,6%	-25,0%
Bancaire	18	17,6	28,8	24,8	23,5	24,8	17,3%	5,5%
Moratoires	29,9	26,9	28,6		6,5			-100,0%
Divers		0,2	2,5	-		-		
Marché financier Rég.	55,8	26,2	24,3	1,8	5,5	1,8	1,3%	-66,6%
Total	191,4	173,6	144,0	143,6	64,0	143,6	100,0%	124,3%

Source : Direction Générale de la Dette

III.5.2 L'évolution des tirages sur financements

De janvier à mars 2019, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs. Le montant total de ces tirages s'est établi à 68,4 milliards FCFA sur la période. Ce montant est en hausse de plus de 49,7 milliards FFCA (soit 265,8%) par rapport au premier trimestre 2018. Cette augmentation provient de la hausse des tirages sur financements extérieurs auprès des partenaires multilatéraux (95,9% de l'enveloppe globale) et les bilatéraux (4,1% du montant total).

Les tirages extérieurs au premier trimestre 2019 proviennent de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de l'Agence Française de Développement (AFD).

Evolution des tirages sur financement

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre			
	2018			2019	2018	2019	Poids	Variation
	T2	T3	T4	T1				
Dettes extérieures	10,8	170,7	305,4	68,4	11,2	68,4	100,0%	510,7%
Multilatérale	9,4	58,7	248,2	65,6	6,2	65,6	95,9%	958,1%
Bilatérale	1,4	112	54,6	2,8	2,3	2,8	4,2%	21,7%
Commerciale			2,7		2,7			-100,0%
Marché financier Inter.				-		-		
Dettes intérieures	31,5	42,4	29,9		26,2			-100,0%
Marché financier Rég.	31,5	42,4	29,3		7,5			-100,0%
Total	42,3	213,1	335,3	68,4	18,7	68,4	100,0%	265,8%

Source : DGD

III.5.3 Le stock de la dette publique

Au cours des trois (3) premiers mois de l'année 2019, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 7,8% à 5.142 milliards FCFA par rapport au premier trimestre 2018, mais en baisse par rapport au quatrième trimestre 2018. Comparativement au premier trimestre 2018, la hausse du stock de la dette publique est imputable essentiellement à l'accroissement de l'encours de la dette extérieure (+13,4%) en dépit du repli de la dette intérieure (-5,2%).

L'augmentation de la dette extérieure est due au renforcement des engagements dans toutes les composantes : les bailleurs multilatéraux (+40,4%), bilatéraux (+20,8%), marché financier international (+9,8%), en dépit du repli des engagements auprès des créanciers commerciaux (-30,2%).

Ainsi, à fin mars 2019, la structure du portefeuille de la dette publique est composée de 73,2% de la dette extérieure et de 26,8% de la dette intérieure.

Evolution du stock de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre			
	2018			2019	2018	2019	Poids	Variation
	T2	T3	T4	T1				
Dettes extérieures	3 373,70	3445,9	3743,7	3763,1	3317,9	3763,1	73,2%	13,4%
Multilatérale	924,2	965,5	1214,8	1274,1	907,2	1274,1	24,8%	40,4%
Bilatérale	689,3	776,5	804,6	808,4	669,2	808,4	15,7%	20,8%
Commerciale	529,4	469,5	471,4	403,3	577,7	403,3	7,8%	-30,2%
Marché financier International	1 230,90	1234,4	1252,8	1277,2	1163,7	1277,2	24,8%	9,8%
Dettes intérieures	1 566,10	1531	1516,1	1379,0	1454,0	1379,0	26,8%	-5,2%
Bancaire	804,4	792,1	772,4	754,2	819,4	754,2	14,7%	-8,0%
Moratoires	403,2	361,9	340,6	221,7	254,2	221,7	4,3%	-12,8%
Divers	12	11,5	7	7,0	15,0	7,0	0,1%	-53,4%
Marché financier Régional	346,5	365,6	396,1	396,1	365,3	396,1	7,7%	8,4%
Total	4 939,80	4976,9	5259,7	5142,0	4771,9	5142,0	100,0%	7,8%

Source : DGD

III.6 SITUATION MONETAIRE

A fin mars 2019, la situation monétaire large est marquée par une hausse de la masse monétaire (+14,8%), des avoirs extérieurs nets (+47,1%) et du crédit intérieur net (+9,8%).

III.6.1- Les principaux agrégats monétaires

III.6.1.1- La masse monétaire (M2)

Au premier trimestre 2019, la masse monétaire a augmenté de 14,8% à 2297,7 milliards de FCFA, consécutivement à l'appréciation des avoirs extérieurs nets (+47,1%) et du crédit intérieur net (+9,8%). L'analyse de ses composantes révèle une hausse simultanée des dépôts collectés (+13,3% à 1923,8 milliards de FCFA) et de la circulation fiduciaire (+22,8% à 373,9 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie a progressé 11,4% à 795,2 milliards de FCFA à fin mars 2019, traduisant une reconstitution de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.6.1.2- Les ressources extra-monétaires

Elles se sont accrues de 31,8% à 226,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2019, suite à l'amélioration des fonds propres de 12,7% à 456,2 milliards de FCFA.

III.6.2- Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires se sont raffermies de 16,1% à 2524,1 milliards de FCFA, corrélativement à l'appréciation des avoirs extérieurs nets (+47,1%) et du crédit intérieur (+9,8%).

III.6.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se sont fortement consolidés de 47,1% à 543,2 milliards de FCFA au premier trimestre 2019, suite à la forte hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (passant de 231,8 milliards de FCFA à 463,3 milliards de FCFA en mars 2019).

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2018				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Avoirs extérieurs nets	369,2	487,2	448,8	601,5	369,2	543,2	47,1%
Banque centrale	231,8	215,9	222,9	419,7	231,8	463,3	-
Banques primaires	137,4	271,3	225,9	181,8	137,4	79,9	-41,8%

Source : Beac

De même, la situation du compte d'opérations s'est améliorée de manière significative, passant de 321,7 milliards de FCFA en mars 2018 à 653,8 milliards de FCFA en mars 2019.

Au vu de ce qui précède, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a gagné 16,07 points pour s'établir à 71,26% au premier trimestre 2019.

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2018				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Compte d'opérations	321,7	325,3	410,1	640,1	321,7	653,8	-
Taux de couverture extérieure de la monnaie	55,19%	56,45%	60,04%	70,49%	55,19%	71,26%	+ 16,07 pts

Source : Beac

III.6.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur a enregistré un raffermissement de 9,8% à 1980,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2019, en liaison avec la hausse conjointe des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2018				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Crédits intérieurs nets	1804,8	1907,7	2002,6	1712,5	1804,8	1980,9	9,8%
Créances nettes sur l'Etat	777,9	818,3	870,5	592,5	777,9	866,3	11,4%
Créances sur l'économie	1026,9	1089,4	1132,1	1120	1026,9	1114,6	8,5%

Source : Beac

- *Les créances sur l'économie*

Elles se sont confortées de 8,5% à 1114,6 milliards de FCFA à fin mars 2019, consécutivement à l'appréciation des crédits accordés au secteur privé non financier, représentant 97% de l'encours des crédits.

- *Les créances nettes sur l'Etat*

Au premier trimestre 2019, la situation nette débitrice de l'Etat s'est établie à 866,3 milliards contre 777,9 milliards de FCFA un an auparavant. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée pour atteindre 922,6 milliards en mars 2019 contre 859,2 milliards de FCFA l'année précédente.

III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur le relèvement du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et un abaissement des coefficients applicables sur les DAV et les DAT.

III.7.1- La politiques des taux d'intérêts

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 21 mars 2019 a décidé de fixer le TIAO et les autres principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Note de conjoncture premier trimestre 2019

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,5%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%
Taux de pénalité aux banques	8,30%

De même, les facilités ont été fixées comme suit :

Facilité marginale de prêt	6%
Facilité de dépôts	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été abaissés ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

CONCLUSION

Comme tout au long de l'année précédente, l'évolution des différents secteurs de l'économie gabonaise a montré deux tendances entre d'une part, les secteurs exportateurs, non dépendants de la commande publique et ceux qui sont étroitement liés à la dépense de l'Etat.

En effet, malgré le ralentissement annoncé de l'activité économique mondiale en 2019, les activités tournées vers l'exportation ont enregistré de bons résultats, en dehors de l'hévéa qui reste plombé par le vieillissement des champs de SIAT Gabon. Même le pétrole, après plusieurs années de baisse de la production, malgré le repli des cours sur le marché international, a enregistré une hausse significative de la production.

Ces évolutions globales ont confirmé le fait que l'économie gabonaise s'est inscrite depuis 2018 sur une phase de reprise qui reste à consolider. La projection du PIB montre une accélération de la croissance par rapport aux deux dernières années, avec environ 2,9% d'expansion.

Néanmoins, des risques importants demeurent sur ces perspectives, notamment au plan budgétaire, en fonction de l'évolution des relations du pays avec les partenaires financiers, dans le cadre du programme établi avec le FMI. En effet, la qualité des performances du programme conditionnera la mobilisation des appuis budgétaires attendus sans lesquels, des ajustements supplémentaires devraient être nécessaires en vue d'équilibrer le budget de l'année.

ANNEXES

Annexe n°1 : Evolution de la situation monétaire

Trimestre	mars-17	mars-18	mars-19
	<i>en milliards de FCFA</i>		
Avoirs extérieurs nets	521,3	369,2	543,2
Banque centrale	343,9	231,8	463,3
Banques commerciales	177,4	137,4	79,9
Crédits intérieurs nets	1731,7	1804,8	1980,9
Créances nettes sur l'Etat	577,1	777,9	866,3
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	656,6	859,2	922,6
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-79,5	-81,3	-56,3
Créances sur le reste de l'économie	1154,6	1026,9	1114,6
Ressources = Contreparties	2253,0	2174,0	2524,1
Monnaie au sens large	2058,2	2002,2	2297,7
Circulation fiduciaire	337,4	304,5	373,9
Dépôts	1720,8	1697,7	1923,8
<i>dont Quasi monnaie</i>	696,5	713,9	795,2
Ressources extra-monétaires	194,8	171,8	226,4
	<i>Variation annuelle en %</i>		
Avoirs extérieurs nets	-50,0%	-29,2%	47,1%
Crédits intérieurs nets	23,0%	4,2%	9,8%
Créances nettes sur l'Etat	-	34,8%	11,4%
Créances sur le reste de l'économie	-8,8%	-11,1%	8,5%
Ressources = Contreparties	-8,0%	-3,5%	16,1%
Masse monétaire	-7,8%	-2,7%	14,8%
Circulation fiduciaire	2,1%	-9,8%	22,8%
Dépôts	-9,5%	-1,3%	13,3%

Source : Beac

Annexe n°2 : Tableau des principales hypothèses 2017-2019

	2017	2018	2019			
			LF (2)	Rév (3)	(3)/(2)	(3)/(1)
Production pétrolière (en millions de tonnes)	10,5	9,6	11,1	10,5	-5,6%	8,4%
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	52,5	69,42	68,00	60,0	-11,8%	-13,6%
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	5 057,7	5 199,7	6 036,2	6 095,6	1,0%	17,2%
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	206,2	219,0	224,0	205,8	-8,1%	-6,0%
Taux de change	582,1	555,7	549,0	571,9	4,2%	2,9%
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	4 925,6	5 258,7	6 159,4	6 175,3	0,3%	17,4%
Bois débité (en milliers de m3)	847,7	963,8	913,0	1 007,4	10,3%	4,5%
Prix du bois débité (\$/m3)	696,9	707,9	707,9	714,9	1,0%	1,0%
Production d'huile de palme brut (en milliers de tonnes)	22,4	37,1	94,3	159,1	68,7%	328,6%
Prix d'huile de palme brut (\$/tonne)	640,4	621,7	720,0	624,0	-13,3%	0,4%
Production de caoutchouc usiné (en milliers de tonnes)	14,2	13,2	20,8	20,8	0,0%	57,2%
Prix de caoutchouc usiné (en Ct\$/lb)	93,5	88,5	88,5	88,5	0,0%	0,0%

Annexe n°3 : Produit Intérieur Brut ressources (en valeur) 2017-2022

(En milliards de franc cfa)	HIST	PROJECTIONS						
	2017 (1)	2018		2019		2020	2021	2022
		Rév 2019(4)	(4)/(1)	LF (5)	Rév 2019 (7)			
Secteur primaire	2370,4	2801,3	18,2%	2968,3	2700,0	2724,5	2710,0	2744,2
Agriculture, Elevage, Pêche	349,8	405,8	16,0%	422,1	440,7	470,9	501,3	536,9
Agriculture	317,0	369,9	16,7%	386,7	403,7	431,7	459,5	492,6
Vivrière	304,1	354,6	16,6%	367,2	384,1	404,6	423,2	446,6
Rente	13,0	15,4	18,6%	19,5	19,6	27,1	36,3	46,0
Chasse et Elevage	21,8	24,4	11,8%	24,0	25,3	26,8	28,6	30,5
Pêche	11,0	11,5	4,6%	11,4	11,8	12,4	13,1	13,8
Exploitation forestière	106,6	121,5	13,9%	121,0	124,1	129,4	135,0	142,0
Pétrole brut	1708,6	2042,1	19,5%	2160,3	1882,3	1863,0	1796,1	1756,9
Mines	205,3	231,9	13,0%	265,0	252,8	261,2	277,6	308,3
Gaz	0,016	0,016	-5,5%	0,000	0,015	0,000	0,000	
Secteur secondaire	2027,6	2218,0	9,4%	2334,1	2278,4	2429,6	2551,7	2683,5
Industries agro-alimentaires, boissons	162,1	175,5	8,3%	173,2	179,5	189,2	200,7	208,9
Industrie du bois	160,1	186,7	16,6%	168,1	194,8	204,3	213,2	224,4
Industrie minière	9,4	16,7		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries	259,4	291,0	12,2%	282,8	302,4	322,6	345,2	367,6
Raffinage	9,8	10,2	4,3%	14,2	10,3	10,3	10,2	10,1
Electricité, Eau	106,7	111,7	4,7%	118,4	120,0	132,5	145,2	166,3
BTP	393,2	383,4	-2,5%	429,3	388,0	417,9	431,1	438,2
Recherche, services pétroliers	926,9	1042,8	12,5%	1148,1	1083,4	1152,8	1206,1	1268,0
Secteur tertiaire	2320,7	2462,6	6,1%	2621,9	2616,4	2826,0	3044,7	3270,2
Transports & Communications	753,0	823,4	9,4%	895,0	913,5	1000,3	1083,3	1162,9
Transport	640,9	694,7	8,4%	772,5	761,6	827,2	892,6	958,1
Communications	112,1	128,7	14,8%	122,6	151,9	173,1	190,7	204,8
Services	976,3	1010,5	3,5%	1084,4	1056,4	1132,8	1219,2	1312,3
Commerce	444,2	466,4	5,0%	478,2	484,7	516,4	552,4	586,7
Services bancaires, assurances	254,6	259,9	2,1%	269,8	266,4	275,9	289,1	302,7
Services non marchands	1376,5	1317,4	-4,3%	1317,7	1305,9	1322,1	1325,7	1335,0
Education	190,0	184,7	-2,8%	187,2	187,2	190,2	195,3	201,4
Santé	85,5	83,5	-2,4%	83,3	84,5	85,8	88,2	90,9
Autres services non marchands	1101,0	1049,2	-4,7%	1047,2	1034,2	1046,1	1042,2	1042,7
PIB au coût des facteurs	8095,3	8799,3	8,7%	9241,9	8900,7	9302,2	9632,1	10032,9
DTI et TVA	573,6	566,8	-1,2%	652,9	569,6	566,3	571,3	581,8
PIB au coût du marché	8668,9	9366,1	8,0%	9894,8	9470,2	9868,5	10203,4	10614,8
<u>Pour mémoire:</u>								
PIB total	8668,9	9366,1	8,0%	9894,8	9470,2	9868,5	10203,4	10614,8
PIB pétrole	1708,6	2042,1	19,5%	2160,3	1882,3	1863,0	1796,1	1756,9
PIB hors pétrole	6960,3	7324,0	5,2%	7734,6	7587,9	8005,5	8407,3	8857,9

Annexe n°4 : Produit Intérieur Brut ressources (en volume) 2017-2022

En mill+ A3: AC38iards de franc cfa, Prix = 2001	HIST	PROJECTIONS							
	2017 (1)	2018		2019		2020	2021	2022	2023
		Rév (4)	(4)/(1)	LF (5)	Rév				
Secteur primaire	1074,8	1064,7	-0,9%	1204,3	1162,9	1196,1	1230,0	1276,3	1326,6
Agriculture, Elevage, Pêche	297,8	323,5	8,7%	363,8	353,5	379,1	408,8	441,5	482,8
Agriculture	252,4	275,7	9,3%	316,0	304,3	327,9	355,0	385,0	422,6
Vivrière	231,9	250,5	8,0%	284,4	271,8	282,7	294,0	308,7	327,2
Rente	20,4	25,2	23,6%	31,7	32,6	45,2	61,1	76,4	95,4
Chasse et Elevage	21,5	23,4	9,0%	22,7	24,0	25,2	26,5	27,8	29,2
Pêche	23,9	24,4	2,0%	25,1	25,1	26,0	27,3	28,7	30,9
Exploitation forestière	71,2	79,0	11,0%	78,2	83,0	87,1	91,5	96,0	100,8
Pétrole brut	613,4	563,3	-8,2%	646,4	610,4	608,1	600,0	596,0	592,6
Mines	92,6	98,8	6,8%	115,7	116,0	121,7	129,7	142,8	150,3
Gaz	0,020	0,021	4,1%	0,023	0,022	0,023	0,023	0,024	0,025
Secteur secondaire	970,8	1028,6	5,9%	1018,1	1056,1	1097,0	1134,4	1171,5	1218,2
Industries agro-alimentaires, boissons	115,2	120,1	4,3%	120,2	123,0	126,7	131,1	136,4	143,2
Industrie du bois	100,0	113,7	13,7%	110,8	118,8	124,2	129,2	134,3	139,7
Industries minières	9,2	16,4	78,8%	11,3	17,5	18,7	19,8	21,0	22,0
Autres industries	135,7	149,6	10,2%	143,9	154,5	163,0	172,8	183,1	194,1
Raffinage	7,6	7,3	-4,0%	9,2	7,3	7,2	7,2	7,2	7,5
Electricité, Eau	53,8	53,9	0,2%	55,3	54,9	57,1	59,9	65,6	71,2
BTP	223,7	212,2	-5,1%	234,4	213,3	222,5	225,7	224,3	229,8
Recherche, services pétroliers	325,7	355,4	9,1%	332,9	366,7	377,7	388,7	399,6	410,8
Secteur tertiaire	1865,2	1890,2	1,3%	1987,1	1936,1	2016,8	2115,1	2221,0	2335,1
Transports & Communications	683,1	681,3	-0,3%	755,1	713,1	747,0	786,2	823,6	860,8
Transport	333,6	335,2	0,5%	373,0	356,3	375,9	396,6	418,4	439,4
Communications	349,6	346,1	-1,0%	382,1	356,8	371,1	389,6	405,2	421,4
Services	757,0	769,2	1,6%	788,4	780,7	804,9	841,1	879,0	922,9
Commerce	278,0	278,5	0,2%	282,4	284,4	294,6	306,4	320,2	336,2
Services bancaires, assurances	263,0	266,1	1,2%	265,3	270,1	276,9	288,0	299,5	311,5
Services non marchands	1060,5	1030,6	-2,8%	1030,2	1012,4	1012,4	1012,0	1011,8	1011,8
Education	302,9	297,1	-1,9%	299,9	295,7	295,7	300,1	304,6	309,2
Santé	144,1	140,6	-2,4%	141,8	139,9	139,9	142,0	144,2	146,3
Autres services non marchands	613,5	592,8	-3,4%	588,5	576,8	576,8	569,9	563,1	556,3
PIB au coût des facteurs	4971,4	5014,1	0,9%	5239,7	5167,5	5322,3	5491,5	5680,6	5891,7
DTI et TVA	513,7	513,0	-0,1%	516,7	518,1	531,0	552,3	579,9	608,9
PIB au coût du marché	5485,1	5527,1	0,8%	5756,4	5685,6	5853,4	6043,8	6260,5	6500,6
<u>Pour mémoire:</u>									
PIB total	5485,1	5527,1	0,8%	5756,4	5685,6	5853,4	6043,8	6260,5	6500,6
PIB pétrole	613,4	563,3	-8,2%	646,4	610,4	608,1	600,0	596,0	592,6
PIB hors pétrole	4871,7	4963,8	1,9%	5109,9	5075,2	5245,2	5443,7	5664,6	5908,0

Annexe n°5 : Produit Intérieur Brut emplois (en valeur) 2017-2022

(En milliards de Fcfa)	HIST	PROJECTIONS					
	2017 (1)	2018	2019		2020	2021	2022
		Rév (4)	LF (5)	Rév (6)			
Pib total	8668,9	9366,1	9894,8	9470,2	9868,5	10203,4	10614,8
<i>Pib pétrole</i>	1708,6	2042,1	2160,3	1882,3	1863,0	1796,1	1756,9
<i>Pib hors pétrole</i>	6960,3	7324,0	7734,6	7587,9	8005,5	8407,3	8857,9
Importations totales	2153,5	2002,3	2148,7	2089,9	2237,6	2357,2	2415,2
<i>Biens</i>	1865,3	1710,6	1808,1	1789,7	1909,5	2000,8	2114,7
<i>Consommations</i>	479,0	406,2	416,8	425,0	450,9	474,6	501,3
<i>Equipements</i>	952,3	758,0	876,5	813,8	851,9	859,2	887,5
<i>Intermédiaires</i>	434,0	546,4	514,8	550,9	606,7	666,9	725,9
<i>Services</i>	288,3	291,7	340,6	300,2	328,1	356,4	300,6
Total des ressources	10822,4	11368,4	12043,5	11560,1	12106,1	12560,6	13030,0
Consommation totale	4612,0	4596,9	4744,6	4656,9	4775,7	4952,9	5252,3
Ménages	3464,9	3607,0	3720,9	3784,3	3896,3	4082,2	4398,2
Administrations	1147,0	989,9	1023,7	872,7	879,4	870,6	854,1
Investissement total	1856,3	2040,0	2200,5	2307,9	2551,0	2652,7	2575,9
Formation brute de capital fixe	1856,2	2040,0	2200,5	2329,1	2551,0	2652,7	2575,9
Administration	152,7	175,7	383,2	282,8	399,7	396,4	202,5
Secteur privé	1703,5	1864,3	1817,2	2046,3	2151,4	2256,3	2373,4
<i>Pétrole</i>	791,1	910,4	807,5	1047,4	1092,6	1119,4	1149,7
<i>Hors pétrole</i>	912,4	953,9	1009,7	998,9	1058,8	1136,9	1223,7
Variation des stocks	0,2	0,0	0,0	-21,3	0,0	0,0	0,0
Exportations	4354,1	4731,4	5098,4	4595,3	4779,4	4955,0	5201,8
Biens	4154,7	4581,4	4906,7	4442,0	4620,8	4793,2	5035,0
<i>Pétrole</i>	3186,3	3436,4	3694,6	3143,9	3112,8	3005,0	2941,5
<i>Hors pétrole</i>	968,4	1145,0	1212,1	1298,1	1508,0	1788,3	2093,5
<i>Rentes</i>	294,2	399,1	407,7	522,4	713,0	964,5	1227,3
<i>Mines</i>	373,2	405,5	478,9	421,0	423,9	442,3	471,2
<i>Bois transformé</i>	297,6	336,8	321,7	351,1	367,4	377,5	390,7
<i>Autres produits (manufact.</i>	3,5	3,6	3,8	3,6	3,8	4,0	4,3
Services	199,4	150,0	191,7	153,3	158,6	161,8	166,8
Total des emplois	10822,4	11368,4	12043,5	11560,1	12106,1	12560,6	13030,0

Annexe n°6 : Produit Intérieur Brut emplois (en volume) 2017-2022

(aux prix de 2001)	HIST	PROJECTIONS					
	2017 (1)	2018	2019		2020	2021	2022
		Rév (4)	LF (5)	Rév (7)			
Pib total	5485,1	5527,1	5756,4	5685,6	5853,4	6043,8	6260,5
<i>Pib pétrole</i>	613,4	563,3	646,4	610,4	608,1	600,0	596,0
<i>Pib hors pétrole</i>	4871,7	4963,8	5109,9	5075,2	5245,2	5443,7	5664,6
Importations totales	2214,8	2143,9	2278,0	2279,0	2432,8	2631,3	2797,9
<i>Biens</i>	1923,1	1836,0	1973,6	1923,8	2044,6	2196,0	2336,0
<i>Consommations</i>	392,9	397,3	394,1	403,8	428,3	456,2	485,0
<i>Equipements</i>	1092,4	867,4	994,7	911,5	949,5	979,2	1018,0
<i>Intermédiaires</i>	437,7	571,3	584,9	608,4	666,7	760,5	833,0
<i>Services</i>	291,8	307,9	304,4	355,2	388,2	435,4	461,9
Total des ressources	7699,9	7670,9	8034,4	7964,6	8286,2	8675,1	9058,4
Consommation totale	3674,3	3461,8	3554,6	3369,1	3398,1	3414,2	3506,4
Ménages	2616,3	2599,6	2659,2	2631,1	2683,1	2726,9	2851,8
Administrations	1058,0	862,2	895,4	738,0	715,0	687,3	654,6
Investissement total	1696,1	1824,6	1925,2	1934,6	2014,3	2118,8	2136,5
Formation brute de capital fixe	1696,9	1824,6	1925,2	1934,4	2014,2	2118,7	2136,4
Administration	162,2	180,7	284,6	186,5	199,5	201,8	118,7
Secteur privé	1534,7	1643,9	1640,5	1748,0	1814,7	1916,9	2017,7
<i>Pétrole</i>	489,4	558,3	522,8	626,1	649,8	680,8	703,7
<i>Hors pétrole</i>	1045,3	1085,6	1117,8	1121,9	1164,8	1236,1	1314,0
Variation des stocks	-0,8	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Exportations	2329,6	2384,5	2554,7	2661,0	2873,7	3142,1	3415,5
Biens	2279,9	2339,0	2519,2	2615,7	2828,7	3097,6	3370,9
<i>Pétrole</i>	1291,0	1187,4	1317,0	1273,9	1269,7	1254,5	1246,8
<i>Hors pétrole</i>	988,9	1151,6	1202,2	1341,8	1559,0	1843,1	2124,1
<i>Rentes</i>	272,5	385,4	401,4	510,4	701,2	954,5	1198,8
<i>Mines</i>	391,7	402,7	449,3	450,5	460,4	481,6	508,8
<i>Bois transformé</i>	321,4	360,0	347,6	377,1	393,3	402,6	411,8
<i>Autres produits (manufact.</i>	3,3	3,6	3,9	3,9	4,1	4,4	4,7
Services	49,6	45,6	35,5	45,2	45,0	44,5	44,6
Total des emplois	7699,9	7670,9	8034,4	7964,6	8286,2	8675,1	9058,4

Annexe n° : 7 Produit Intérieur Brut ressources croissance réelle 2017-2022

(Croissance au prix de 2001)	HIST	PROJECTIONS							
	2017	2018		2019			2020	2021	2022
		Rév (4)	Ecart (4) (3)	LF (5)	Rév (7)	Ecart (7)-(5)			
Secteur primaire	0,7%	-0,9%	-2,3%	10,2%	9,2%	-0,9%	2,9%	2,8%	3,8%
Agriculture, Elevage, Pêche	11,9%	8,7%	-3,2%	9,2%	9,2%	0,0%	7,3%	7,8%	8,0%
Agriculture	13,1%	9,3%	-4,3%	10,3%	10,4%	0,1%	7,7%	8,3%	8,4%
Vivrière	10,8%	8,0%	-5,0%	8,5%	8,5%	0,0%	4,0%	4,0%	5,0%
Rente	47,9%	23,6%	3,4%	29,0%	29,0%	0,0%	39,0%	35,0%	25,0%
Chasse et Elevage	7,8%	9,0%	6,0%	2,5%	2,5%	0,0%	5,0%	5,0%	5,0%
Pêche	3,5%	2,0%	0,0%	3,0%	3,0%	0,0%	3,5%	5,0%	5,0%
Exploitation forestière	13,5%	11,0%	6,3%	5,0%	5,0%	0,0%	5,0%	5,0%	5,0%
Pétrole brut	-8,5%	-8,2%	-3,8%	10,2%	8,4%	-1,8%	-0,4%	-1,3%	-0,7%
Mines	37,3%	6,8%	3,9%	17,2%	17,4%	0,2%	4,9%	6,5%	10,1%
Gaz	-7,3%	4,1%	-3,0%	7,1%	4,1%	-3,0%	6,0%	2,1%	4,0%
Secteur secondaire	-8,2%	5,9%	4,0%	2,8%	2,7%	-0,2%	3,9%	3,4%	3,3%
Industries agro-alimentaires, boissons	-2,2%	4,3%	2,3%	2,3%	2,4%	0,1%	3,0%	3,5%	4,0%
Industrie du bois	10,3%	13,7%	7,7%	4,5%	4,5%	0,0%	4,5%	4,0%	4,0%
Industrie minière	37,2%	78,8%	63,2%	7,0%	7,0%	0,0%	6,5%	6,0%	6,0%
Autres industries	-4,4%	10,2%	8,6%	4,4%	3,3%	-1,1%	5,5%	6,0%	6,0%
Raffinage	-21,2%	-4,0%	-24,1%	0,5%	0,0%	-0,5%	-1,0%	0,0%	0,0%
Electricité, Eau	0,7%	0,2%	-0,8%	1,9%	1,8%	-0,1%	4,0%	5,0%	9,5%
BTP	-21,3%	-5,1%	-6,0%	3,8%	0,5%	-3,3%	4,3%	1,5%	-0,6%
Recherche, services pétroliers	-7,7%	9,1%	8,1%	1,2%	3,2%	2,0%	3,0%	2,9%	2,8%
Secteur tertiaire	7,8%	1,3%	-1,6%	3,5%	2,4%	-1,0%	4,2%	4,9%	5,0%
Transports & Communications	30,9%	-0,3%	-5,3%	5,3%	4,7%	-0,6%	4,7%	5,3%	4,8%
Transport	48,2%	0,5%	-4,5%	6,5%	6,3%	-0,2%	5,5%	5,5%	5,5%
Communications	17,8%	-1,0%	-6,0%	4,1%	3,1%	-1,0%	4,0%	5,0%	4,0%
Services	-3,6%	1,6%	0,1%	2,6%	1,5%	-1,1%	3,1%	4,5%	4,5%
Commerce	-0,3%	0,2%	0,7%	2,1%	2,1%	0,0%	3,6%	4,0%	4,5%
Services bancaires, assurances	0,5%	1,2%	1,9%	1,6%	1,5%	-0,1%	2,5%	4,0%	4,0%
Services non marchands	1,5%	-2,8%	-1,1%	-1,2%	-1,8%	-0,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Education	0,2%	-1,9%	-1,4%	-0,5%	-0,5%	0,0%	0,0%	1,5%	1,5%
Santé	0,5%	-2,4%	-1,3%	-0,5%	-0,5%	0,0%	0,0%	1,5%	1,5%
Autres services non marchands	2,4%	-3,4%	-1,0%	-1,7%	-2,7%	-1,0%	0,0%	-1,2%	-1,2%
PIB au coût des facteurs	1,5%	0,9%	-0,6%	3,8%	3,1%	-0,8%	3,0%	3,2%	3,4%
DTI et TVA	-8,2%	-0,1%	0,6%	1,8%	1,0%	-0,8%	2,5%	4,0%	5,0%
PIB au coût du marché	0,5%	0,8%	-0,5%	3,6%	2,9%	-0,8%	3,0%	3,3%	3,6%
Pour mémoire:									
PIB total	0,5%	0,8%	-0,5%	3,6%	2,9%	-0,8%	3,0%	3,3%	3,6%
PIB pétrole	-8,5%	-8,2%	-3,8%	10,2%	8,4%	-1,8%	-0,4%	-1,3%	-0,7%
PIB hors pétrole	1,7%	1,9%	0,0%	2,9%	2,2%	-0,6%	3,3%	3,8%	4,1%
Rappel PIB marchand	0,2%	1,6%	-0,3%		3,9%	3,9%	3,6%	3,9%	4,3%

Annexe n°8 : Produit Intérieur Brut emplois croissance réelle 2017-2022

(Croissance au prix de 2001)	HIST	PROJECTIONS							
	2017 (1)	2018		2019			2020	2021	2022
		Rév (4)	Ecart (4)-(3)	LF (5)	Rév (7)	Ecart (7)-(5)			
Pib total	0,5%	0,8%	-0,5%	3,6%	2,9%	-0,8%	3,0%	3,3%	3,6%
<i>Pib pétrole</i>	-8,5%	-8,2%	-3,8%	10,2%	8,4%	-1,8%	-0,4%	-1,3%	-0,7%
<i>Pib hors pétrole</i>	1,7%	1,9%	0,0%	2,9%	2,2%	-0,6%	3,3%	3,8%	4,1%
Importations totales	-7,3%	-3,2%	-2,2%	3,4%	6,3%	2,9%	6,8%	8,2%	6,3%
<i>Biens</i>	-7,6%	-4,5%	-3,2%	2,9%	4,8%	1,8%	6,3%	7,4%	6,4%
<i>Consommations</i>	2,3%	1,1%	3,6%	1,4%	1,6%	0,3%	6,1%	6,5%	6,3%
<i>Equipements</i>	3,1%	-20,6%	-16,3%	2,0%	5,1%	3,1%	4,2%	3,1%	4,0%
<i>Intermédiaires</i>	-31,3%	30,5%	23,2%	6,0%	6,5%	0,5%	9,6%	14,1%	9,5%
<i>Services</i>	-5,4%	5,5%	4,9%	6,2%	15,4%	9,2%	9,3%	12,1%	6,1%
Total des ressources	-1,9%	-0,4%	-1,0%	3,6%	3,8%	0,3%	4,0%	4,7%	4,4%
Consommation totale	-0,1%	-5,8%	-4,3%	0,9%	-2,7%	-3,6%	0,9%	0,5%	2,7%
<i>Ménages</i>	0,4%	-0,6%	-1,3%	0,9%	1,2%	0,4%	2,0%	1,6%	4,6%
<i>Administrations</i>	-1,3%	-18,5%	-11,5%	1,0%	-14,4%	-15,4%	-3,1%	-3,9%	-4,8%
Investissement total	-11,5%	7,6%	2,8%	2,2%	6,0%	3,8%	4,1%	5,2%	0,8%
<i>Formation brute de capital fixe</i>	-11,5%	7,5%	2,7%	2,2%	6,0%	3,8%	4,1%	5,2%	0,8%
<i>Administration</i>	-60,2%	11,4%	4,2%	5,7%	3,2%	-2,6%	7,0%	1,1%	-41,2%
<i>Secteur privé</i>	1,6%	7,1%	2,6%	1,8%	6,3%	4,5%	3,8%	5,6%	5,3%
<i>Pétrole</i>	-2,2%	14,1%	8,1%	-2,4%	12,1%	14,5%	3,8%	4,8%	3,4%
<i>Hors pétrole</i>	3,5%	3,8%	0,0%	3,9%	3,3%	-0,5%	3,8%	6,1%	6,3%
Exportations	3,4%	2,4%	1,5%	8,7%	11,6%	2,9%	8,0%	9,3%	8,7%
<i>Biens</i>	3,4%	2,6%	1,2%	8,9%	11,8%	2,9%	8,1%	9,5%	8,8%
<i>Pétrole</i>	-10,3%	-8,0%	-4,1%	6,2%	7,3%	1,1%	-0,3%	-1,2%	-0,6%
<i>Hors pétrole</i>	29,3%	16,5%	8,1%	12,1%	16,5%	4,4%	16,2%	18,2%	15,2%
<i>Rentes</i>	47,9%	41,4%	21,9%	23,3%	32,4%	9,2%	37,4%	36,1%	25,6%
<i>Mines</i>	48,3%	2,8%	0,1%	11,7%	11,9%	0,2%	2,2%	4,6%	5,7%
<i>Bois transformé</i>	2,5%	12,0%	6,3%	1,8%	4,8%	2,9%	4,3%	2,4%	2,3%
<i>Autres produits (manufacturiers)</i>	8,0%	9,0%	0,0%	8,1%	8,0%	-0,1%	7,0%	6,7%	6,6%
<i>Services</i>	2,7%	-8,2%	17,7%	-3,4%	-0,8%	2,6%	-0,5%	-1,0%	0,1%
Total des emplois	-1,9%	-0,4%	-1,0%	3,6%	3,8%	0,3%	4,0%	4,7%	4,4%

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

M. IKAPI Eric

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU

Mme. Elzy Yolène BOUYOU

Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU

M. Martial MBA BISSIGHE

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Raphael MBA N'NANG

M. Albain MOKAMBO

M. Didier NKOGHE OBAME

M. Euloge Bernadin LENGOUNGA

M. Brice YOUOMO

M. Noel MAGANGA

M. Georges Freddy MOUNANGA

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Kevin BOUNGOUNGOU

M. Pierre Dieudonné THATY

Chargés d'Études

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. OBANDJI Guy Ulrich

M. Florent MANEMBE